35¢

CITÉ LIBRE

XIe année, No 31 NOVEMBRE 1960 NOUVELLE SÉRIE

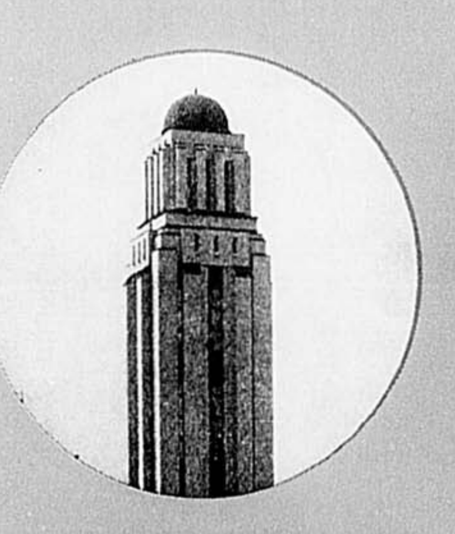
LA SUPRÉMATIE OCCIDENTALE

(lire en page 3 l'article de Léon Dion)

•

Un Congo universitaire?

Photo ci-contre et article en page 1



SOMMAIRE

Sommaire

XIe année, No 31
Novembre 1960

Revue mensuelle

Comité de rédaction

Directeur:
Gérard Pelletier

Directeurs-adjoints:
Jean-Charles Falardeau
Pierre-Elliott Trudeau

Secrétaire de la rédaction:
Jacques Hébert

●

Imprimé à Montréal par
l'Imprimerie Judiciaire Enrg.

Autorisé comme envoi postal
de deuxième classe
Ministère des Postes
Ottawa

Rédaction et administration:
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

Service des abonnements:
Périodica Inc.
5090, ave Papineau
Montréal 34 — LA 6-3361

Abonnement annuel: $3.50
Abonnement de soutien: $10

Vente au numéro:
Agence de Distribution Populaire
1130 est, rue Lagauchetière
Montréal 24 — LA 3-1182

La maquette typographique est de Gilles Robert

CITÉ LIBRE
NOUVELLE SÉRIE



UN CONGO UNIVERSITAIRE?

Gérard Pelletier

TOUTE comparaison cloche. Mais celle-ci, à peine.

Il est facile, en effet, de reconnaître dans l'Université de Montréal un Lumumba à peine déguisé. Seize ans de régime colonial (je demande pardon aux Belges de les comparer à M. Duplessis) l'avaient laissée pantelante. On n'affame pas impunément une institution de haut savoir. On peut encore moins lui imposer sans traumatisme les volontés capricieuses d'un autocrate à la petite semaine. Et quand les peurs mesquines, les politicailleries et l'opportunisme remplacent la liberté académique, la santé universitaire résiste mal.

Ce régime, heureusement, vient de tomber.

Mais le manque de ressources et l'oppression de la liberté sont une mauvaise préparation à l'abondance et à l'autonomie. L'université de Montréal commence à peine de se remettre. Tout le mieux ressenti n'est encore fait que de quelques rares certitudes (les octrois statutaires, un relèvement marqué des traitements, l'assurance d'une gratuité prochaine) et de grands espoirs. Comme au Congo.

Disons-le tout carrément: notre université ne fait pas le poids. Plusieurs facultés balbutient. La recherche, tout le monde le dit, est à peine amorcée, dans cette école de haut savoir. Qui pis est: les rouages ne sont pas au point. La machine grince. Il manque des pièces essentielles au mécanisme universitaire. Les ratés sont fréquents.

Mais quand même, l'espoir est désormais permis. Nous sommes plus près que jamais d'avoir une université. Il suffirait de peu pour amorcer l'ascension définitive. — Ainsi Monsieur Lumumba, aux jours de la libération congolaise, prenait figure, enfin, de gouvernement autonome. Un peu d'unanimité, quelques appuis au bon moment et la masse noire de son territoire devenait une nation... Par contre, la moindre sécession, à ce moment déci-

sif, pouvait ruiner tous les espoirs et ramener le pays vers la famine et la sujétion.

Je répète que ma comparaison est à peine un peu boiteuse...

L'Université de Montréal a déjà son Katanga. Cette institution, qui n'a eu encore ni le temps ni les moyens de classifier convenablement les livres de sa bibliothèque; qui pour la première fois, mais depuis quelques mois à peine, peut compter à la fois sur l'appui de l'opinion et le soutien de l'Etat, voilà qu'on parle de lui susciter une concurrence. La Compagnie de Jésus présente à Québec une requête pour l'obtention d'une charte; les RR. PP. Jésuites désirent fonder à Montréal une seconde université de langue française.

PAS EN CAUSE

Disons tout de suite que la compétence ni les intentions des Jésuites ne sont ici en cause. Il ne s'agit ni de leurs personnes ni de leur ordre ni de leurs tendances. Je n'écris pas ces lignes comme partisan de l'Université de Montréal. Je parle, il me semble, au nom du sens commun et comme membre d'une communauté humaine qui s'appelle la population montréalaise, d'une autre encore qui s'appelle le Canada français.

La question qui se pose est la suivante: voulons-nous (car je prends pour acquis que la Compagnie n'agit pas comme une faction, qu'elle prétend servir le bien commun) diviser les ressources, saigner un corps professoral encore anémique, imposer à la population des dépenses doubles (car cette université nouvelle ne logera pas sous la tente); voulons-nous compromettre l'université que nous avons déjà, la condamner à la médiocrité pour un autre siècle, à seule fin de mettre au monde une seconde institution malade des mêmes maux? Est-il possible qu'un tel projet soit reçu?

Hélas oui. Et la preuve que cela est possible, la preuve formelle et tangible, végète à quelque cent milles de Montréal. Elle s'appelle l'Université de Sherbrooke. Nous avions cru, avec notre incorrigible optimisme, que cette erreur de l'Estrie relevait d'un régime aboli, d'une fantaisie duplessiste. Et voilà qu'on s'apprête à la répéter.

Est-il encore possible de mettre en échec ce projet incongru? Il faut le souhaiter. Des réactions aussi fermes que celle de M. Marcel Faribault, homme pondéré s'il en fut jamais, nous laissent de l'espoir. Plus encore, peut-être, l'approbation enthousiaste de la Fédération des Collèges classiques nous rassure. Car Mgr Décary et M. Beauchemin, tout en appuyant chaudement le projet des Jésuites, annoncent triomphalement que tous les collèges pourront suivre cet exemple. Ainsi, ceux qu'une seconde université n'effraie pas reculeront peut-être devant la perspective de quarante universités surgissant sur le territoire d'une province qui ne compte pas cinq villes d'importance...

S'OPPOSER

Et pourquoi hésiterions-nous à combattre la requête de la Compagnie de Jésus? Ce n'est pas lui faire injure, il me semble, que de répondre calmement: "Grand merci. Trop aimable. Touchés de votre dévouement mais repassez plutôt vers l'an 2000". Car je présume que les Pères ne veulent pas fonder une université pour leur plaisir personnel. Je présume encore qu'ils sauront, si la population refuse cet encombrant cadeau, accepter de bonne grâce le refus et investir ailleurs les énergies et les ressources dont ils disposaient pour ce projet.

Est-il présomptueux d'en présumer autant?

Que cela ne nous dispense pas, en tous cas, d'exprimer tout haut, le plus haut possible, notre opposition. Car la Compagnie de Jésus ne saurait guère abandonner sans lutte un projet qu'elle a sans doute mûri. Si étrange qu'il nous apparaisse, on ne peut pas raisonnablement supposer que les Jésuites l'ont lancé au hasard, par suite d'une inspiration soudaine. Il est donc à prévoir qu'ils auront tendance à s'y entêter.

Une rumeur circule. Pour expliquer que des hommes raisonnables mettent de l'avant un projet qui l'est si peu, il suffirait de savoir que la Compagnie de Jésus redoute l'invasion de l'Université de Montréal par une vague anti-cléricale ou laïcisante... Souhaitons que la rumeur se trompe. Mais si d'aventure elle avait raison, il faudrait s'opposer avec plus de fermeté encore.

Car il n'existe pas de moyen plus sûr pour faire triompher à l'Université de Montréal les tendances anti-cléricales que de mettre sur pied une seconde université catholique, plus cléricale que la première et qui ferait porter au clergé la lourde responsabilité d'un Congo universitaire.

★

LA SUPRÉMATIE OCCIDENTALE
Réalité et illusion du mythe

Léon Dion

LES bouleversements qui sont en train de s'accomplir actuellement dans le "Tiers-Monde" marquent une révolution radicale, résultant d'une confrontation brutale des cultures au niveau inter-civilisations. Nous prenons conscience que les modes de co-existence que les hasards des colonisations ont imposés se trouvent irrémédiablement sabordés. Et dans l'entreprise de repensée qui s'impose, ce n'est pas seulement de l'"Occident", du "bloc communiste" ni du "Tiers-Monde" qu'il s'agit: c'est le devenir de la planète qu'il faut tenter d'englober dans une perspective multidimensionnelle. Il s'agit d'opérer dans nos esprits le brusque virage qui s'est produit dans la réalité. Il faut cesser de penser le monde en termes monistes et adopter un point de vue pluraliste. Toutes les "iconographies", y compris la nôtre, ont leur place au soleil. L'époque est révolue de la fraternité universelle contrainte et à sens unique — de cette fraternité dont le couplet allemand traduit bien le sens profond: "Und willst Du Nicht mein Bruder sein, so schlag ich dir den Schaedel ein". (Mais si tu ne veux pas être mon frère, je te romprai le cou).

Les remarques précédentes montrent l'ampleur de la révision qui s'impose. On ne saurait cependant abandonner cette révision nécessaire au petit bonheur des exigences pratiques. Dans l'exposé qui va suivre, je m'attaquerai de front à une question que je crois préliminaire mais pourtant décisive: celle de la suprématie occidentale. Je considère cette idée de suprématie comme un mythe. J'entends ici par mythe un ensemble d'impressions et de représentations qui fournissent une image du monde en prêtant à des phénomènes accidentels et transitoires le caractère d'une structure inhérente à la nature des choses ou de l'homme. Une première partie retracera l'état d'esprit des Européens vis-à-vis du Nouveau-Monde à l'époque de la première poussée expansioniste de l'Occident; une deuxième partie illustrera la façon dont s'exprime la conscience d'une suprématie occidentale au cours de la seconde période expansioniste; enfin, dans une troisième partie, je chercherai les points d'appui objectifs de la suprématie occidentale et j'essaierai de prévoir le destin de cette notion comme mythe.

I

Les 16e et 17e siècles marquent la première poussée proprement impérialiste de l'Occident. Quel état d'esprit trouvons-nous à l'époque chez les Européens colonisateurs? L'ère des grandes croisades révolue; la colonisation de l'Est par les Chevaliers teutoniques terminée; les routes commerciales de la Méditerranée et de la Baltique disputées par de nombreux concurrents et au surplus peu sûres; enfin, et surtout, la montée des Etats nationaux et l'effondrement concomitant de la grande idée de chrétienté. A la suite des guerres religieuses qui, par leurs effets cumulatifs, avaient détruit le tiers de la population européenne, un sentiment de désillusion s'était emparé des hommes. Les grands espoirs nourris depuis un millénaire semblaient irrémédiablement détruits. La situation politique et religieuse empêchait la libération des énergies créatrices. Bref, la conscience européenne était en crise, et, on se mit à rêver d'un monde où il ferait meilleur vivre. On considérait l'Europe comme trop vieille, trop fossilisée pour donner prise à la nouvelle vision de liberté et de jeunesse créée par la Renaissance et exaspérée par le contraste du spectacle ambiant de désordre et de calamités. Dans le Nouveau-Monde, on vit la possibilité unique d'un nouveau départ de la civilisation occidentale. Mais, pour que ce renouvellement s'accomplisse, il fallait se dépouiller de tout ce que comportait d'artificiel et de corrupteur la civilisation acquise et retourner au ras même de la conscience, c'est-à-dire, à l'état de nature. C'est dans ces conditions que prit naissance le "rêve exotique" dont Gilbert Chinard a retracé les expressions (1). Ce rêve exotique, condensé dans la légende du bon sauvage, s'est trouvé particulièrement bien exprimé dans les Relations des Jésuites et surtout dans les écrits du Père Charlevoix. Mais on le retrouve aussi dans les chroniques contemporaines de Chine comme l'a montré Marcel Granet dans ses études sur la religion des Chinois.

---

(1) Chinard, Gilbert, L'Amérique et le rêve exotique dans la littérature française au XVIIe et au XVIIIe siècles, Paris. Et, L'Exotisme américain dans la littérature française au XVIe siècle, Paris, 1911.

Ce n'est donc pas un colonisateur rempli de sa supériorité que nous trouvons au moment de la première poussée expansioniste de l'Occident; c'est plutôt, dans bien des cas, un homme traqué, fuyant la persécution, la pauvreté et la dureté d'un système social qui le maintient impitoyablement sous le joug. C'est aussi un homme qui paraît bien peu fier de lui-même lorsqu'il se compare avec les indigènes des pays qu'il colonise. Le terme même des comparaisons n'est pas technique mais moral. Et sur ce point, en dépit de l'idéologie missionnaire sur laquelle il appuie l'entreprise coloniale, il est bien près parfois de concéder la supériorité aux peuples indigènes.

II

Par contraste, au cours de la deuxième grande poussée expansioniste de l'Occident, aux 19e et 20e siècles, cette fois-ci vers l'Asie et vers l'Afrique, l'état d'esprit des Occidentaux a bien changé. La somme totale des attitudes occidentales vis-à-vis les peuples non occidentaux se trouve contenue dans la doctrine de la suprématie de la race blanche. Avant de montrer les objectifs qui ont conféré à cette doctrine une certaine plausibilité, il convient d'en rechercher les motivations profondes. Au lieu de prendre au hasard des mémoires des entrepreneurs ou des hommes politiques les expressions de ces motivations, je me bornerai au seul cas d'Albert Schweitzer que je considère comme hautement représentatif. Dans deux livres fameux et dans plusieurs articles et discours (2), ce grand humaniste occidental exprime à la fois sa conviction profonde en la supériorité absolue de la civilisation occidentale sur le plan de l'éthique et son désir de voir mettre en tutelle par les Occidentaux les autres peuples — et cela pour le plus grand bien de ceux-ci. Sa conviction va si loin qu'il considère la civilisation occidentale comme *irremplaçable* et *impérissable*. Pour lui, le destin de l'humanité tient tout entier dans l'avenir de l'Occident:

"Ceux qui considèrent, écrit-il, la décadence des civilisations comme un phénomène normal et naturel se consolent à la pensée que ce n'est pas *la* civilisation, mais simplement *une* civilisation qui devient ainsi la proie à la dissolution, à la pensée donc qu'il y aura un nouvel âge et une nouvelle race au sein desquels fleurira une nouvelle civilisation. Mais c'est là une erreur. Le monde n'a plus en réserve, contrairement à autrefois, des peuples doués mais non encore utilisés, qui puissent dans l'avenir nous libérer de notre fardeau et prendre notre place comme leaders de la vie spirituelle. Nous connaissons déjà tous ceux dont la planète peut disposer. Il n'y a personne parmi eux qui ne soit déjà si impliqué dans notre propre civilisation pour que son sort spirituel puisse échapper à la détermination occidentale".

Pour Schweitzer, donc, l'Occident épuise en lui-même les valeurs d'universalité; bref, les prémisses occidentales doivent en même temps servir de base à la culture de tous les peuples. Cette position, quoique appuyée sur l'éthique, le conduit logiquement à la formulation d'une théorie du grand frère:

"Un mot au sujet des relations entre les Blancs et les Noirs. Quel doit être le caractère général des rapports entre eux? Dois-je traiter le Noir comme mon égal ou mon inférieur? Je dois lui montrer que je puis respecter la dignité de la personne humaine en chacun, et cette attitude qui est mienne il doit être capable de la discerner pour lui-même; mais l'essentiel c'est l'existence d'une authentique fraternité. Jusqu'où cette fraternité peut s'exprimer dans les paroles et les actes de la vie quotidienne, cela doit être réglé par les circonstances. Le Noir est un enfant, et on ne peut rien faire avec les enfants sans l'exercice de l'autorité. Nous devons donc faire en sorte que les circonstances de la vie quotidienne permettent l'expression de notre autorité naturelle. Pour ce qui concerne les Noirs, j'ai déjà créé la formule: "Je suis votre frère, bien sûr, mais votre frère aîné."

Ici encore, Schweitzer est prêt à accepter les conséquences logiques de sa position. N'a-t-il pas affirmé à plusieurs reprises la thèse bien connue que dans une société en transition et au surplus, désorganisée, comme c'est le cas des tribus africaines, il fallait, pour le bien de l'individu lui-même, restreindre l'exercice des droits de l'homme et des libertés civiles?

Il ne faudrait pas croire que de telles attitudes, de même que les motivations sur lesquelles elles s'appuient, sont le fait de cas isolés. Albert Schweitzer, sur ce point, est un prototype parfait de l'occidental. La mentalité, le comportement, le langage, la sub-conscience même des Occidentaux sont, quoi qu'on en ait, tout imprégnés par le mythe de la suprématie de l'Ouest. Ce n'est pas en prenant la contre-attitude du "noble repentant" que nous opèrerons la transformation d'esprit qui s'impose.

Je voudrais montrer plus avant jusqu'à quelles profondeurs le mythe de la supériorité occidentale s'est incrusté en nous durant ces 150 dernières années. Un indice encore plus décisif que toutes les expressions individuelles que nous pourrions aligner, nous est fourni par les outils conceptuels que nous utilisons comme théologiens, philosophes, économistes ou sociologues. La démystification des consciences suppose la démystification préalable de ces disciplines, qui, chacune à son niveau propre, nous fournissent notre conception du monde. Ici encore, au lieu de citer des exemples épars, il est préférable d'aborder deux cas typiques. Au niveau des sciences de l'homme, c'est

---

(2) **Décadence et Restauration de la Civilisation et Civilisation et Ethique.** (Les passages cités sont ma propre traduction de l'allemand); pour les articles et les discours, voir Charles R. Joy, **Albert Schweitzer: an Anthology.**

peut-être l'économique qui se trouve le plus imprégnée par le mythe de la supériorité occidentale. Dans son livre, *Patterns of Imperialism*, Winslow a montré que les concepts, les prémisses psychologiques, et les généralisations de l'économique ont été purement et simplement abstraites de l'expérience occidentale puis formulées en lois générales. L'économique se trouve donc en position d'appuyer, par des arguments en apparence irrécusables parce que scientifiques, et souvent mathématisés, les visées des Occidentaux expansionistes. Science occidentale, la sociologie ne l'est pas moins. Qu'il suffise de se reporter à ses origines au milieu du 19e siècle. Comte et Spencer ne sont pas seulement les fondateurs prochains de la sociologie, vénérables sans doute mais dépassés. La sociologie actuelle tient encore d'eux son intention et la plupart de ses concepts. Comte et Spencer, cependant, ont fondé leurs systèmes réciproques sur la prémisse idéologique de la vocation expansioniste de l'Occident. Prenons par exemple la loi des trois états. Elle nous enseigne que l'intelligence et l'humanité elle-même, après avoir longtemps végété parmi les divers peuples et civilisations, ne prennent vraiment leur essor que dans l'Occident. De même la distinction, centrale à son système, chez Spencer, de deux phases de l'humanité — la phase militaire et la phase industrielle — ne laisse planer aucun doute sur la supériorité occidentale. Cette distinction conduit logiquement Spencer à conclure que l'Occident signifie paix, prospérité, liberté de l'individu — valeurs auxquelles Spencer attribue une portée d'absolu — alors que les autres peuples et civilisations incarnent les contre-valeurs — guerre, pauvreté et esclavage. Ces exemples, je crois, suffisent à indiquer la magnitude de la tâche d'épuration idéologique qui s'impose afin que cesse cette projection inconsciente, sur l'universel, de nos schèmes occidentaux.

III

Nous sommes maintenant en position de déceler le fondement objectif du mythe de la suprématie occidentale.

Il devrait être clair que ce mythe n'est pas fondé sur la religion, ni surtout sur l'éthique occidentale. J'ai montré danc la première partie que dans la première phase d'expansion occidentale, expansion rationalisée sinon motivée par des arguments religieux, les Occidentaux furent fortement impressionnés par la qualité des valeurs morales des peuples qu'ils conquirent ou cherchèrent à coloniser. Le cas des puritains pose un problème particulier que je ne peux discuter ici parce qu'il impliquerait une longue exégèse de la théologie calviniste. En bref, leur idéologie, déjà tout imprégnée de l'idée du succès dans les entreprises matérielles comme signe de prédestination spirituelle, les conduisit à douter de l'existence d'une âme chez les Indiens comme elle les força à reconnaître qu'un petit nombre seulement de chrétiens étaient marqués du signe de la grâce. Mais, pour l'ensemble, les Occidentaux, tant que prévalurent les schèmes religieux dans l'idéologie impérialiste, ne développèrent pas une conscience nette et franche de leur supériorité. Lorsque Nehru tient le langage suivant, il sait les résonnances qu'ont ses paroles dans l'esprit des Occidentaux:

"On oublie trop que presque toutes les grandes religions de l'humanité ont pris origine dans l'Est et que des civilisations étonnantes se sont développées dans ces régions à une époque où l'Europe et l'Amérique étaient encore inconnues à l'histoire".(3)

Le mythe de la suprématie occidentale ne tient pas non plus, à l'heure actuelle, à la conscience d'une supériorité raciale. La deuxième grande guerre, en plaçant Africains et Occidentaux côte à côte sur les champs de bataille face aux armées allemandes qui se donnaient comme le bras vengeur de la race supérieure, a fait éclater ce mythe de la race tant chez les Africains que chez les Occidentaux. Dans son livre sur le nationalisme africain, Ndabaningi Sithole a bien montré ce point. Les non Occidentaux se sont dépouillés de leur complexe d'infériorité vis-à-vis de l'homme blanc; ils ne sont plus enclins à considérer les Occidentaux comme des dieux, comme il arriva au capitaine Cook et à sa cohorte de braves ivrognes lorsqu'ils mirent le pied sur l'une des îles hawaiennes. Ils ont trop éprouvé d'expérience les faiblesses des Blancs pour se laisser prendre aux leurres des apparences. Leur position, telle que rapportée par Sithole et d'autres observateurs africains, se rapproche davantage de celle du personnage Shakespearien Caliban:

> "...and I'll be wise hereafter,
> and seek for grace. What a thrice — double
> [ass
> was I, to take this drunkard for a god,
> and worship this dull fool!"

Nous sommes donc réduits à chercher ailleurs que dans la religion et la race le fondement objectif du mythe de la supériorité occidentale. D'après tous les indices, nous devons conclure que ce mythe est d'origine récente. Nous devons donc chercher quels éléments, nouvellement introduits dans la culture occidentale, auraient pu lui donner naissance. Si, comme j'en suis convaincu, ce mythe colle à notre langage et à nos concepts, il convient de retourner à ceux qui les ont inventés pour tenter de découvrir les événements qui ont conditionné plus particulièrement leur structure mentale. Revenons à Comte et à Spencer. Pour ce qui est de Comte, il est clair que tout son *Cours de Philosophie Positive* tient à une grande impression dominante et décisive: l'avènement de la science moderne. Le troisième état de l'humanité, supérieur et final, n'est-il pas caractérisé par la mentalité scientifique qui substitue l'explication

---

(3) Nehru, **Conférence prononcée à l'Université de Columbia**, tel que rapportée dans le **New York Times**, 18 octobre, 1949, (ma traduction de l'anglais).

par les causes internes aux anciennes explications "illusoires" de la théologie et de la métaphysique? Quant à Spencer, ses *Principes de sociologie* sont tout entier dominés par la foi dans la technique industrielle. N'a-t-il pas élaboré sa conception de l'évolution sociale tout entièrement sur deux modèles, celui de l'armée et celui du producteur, et n'a-t-il pas conclu que tous les espoirs de l'humanité reposaient dans la transposition du second modèle à tous les paliers des institutions sociales? S'il est vrai, comme je le pense, que Comte et Spencer ne sont pas des cas isolés, mais constituent, tout au contraire, des prototypes parfaits des Occidentaux du 19e et du 20e siècles, nous rejoindrions notre premier prototype, Albert Schweitzer, tout en étant en mesure de corriger ce dernier sur ses propres motivations. Ce n'est pas la conscience d'une supériorité morale, comme le croit Schweitzer, qui est au principe du mythe de la suprématie occidentale, c'est bien plutôt le sentiment de puissance qui a résulté du développement des sciences et de leurs applications techniques. Cette conclusion serait au surplus confirmée par les réactions des peuples non-occidentaux eux-mêmes qui, pour l'ensemble, n'ont jamais pris la religion ni la morale occidentale très au sérieux mais qui se sont trouvés sans résistance devant la pénétration scientifique et technologique de l'Occident.

Science et technique constituent donc, dorénavant et depuis quelque temps déjà, une donnée constante et dominante des interactions culturelles entre l'Ouest et le reste du monde. Mais est-ce à dire que le mythe de la suprématie occidentale doive aussi se perpétuer? Ici, l'analyse débouche sur un univers imposant de possibles. A défaut d'une utopie qui serait trompeuse dans sa simplicité et sa vraisemblance mêmes (4), je me bornerai à quelques indications dérivées des facteurs qui me paraissent agir sur l'évolution actuelle du monde.

En premier lieu, il ne me paraît plus possible, dans la perspective de l'évolution récente, d'avancer que certains éléments de culture chez les peuples non-occidentaux constituent des obstacles insurmontables à l'assimilation de la science et de la technique occidentales. C'était là la position historique de Max Weber qui a soutenu que le capitalisme occidental avait été rendu possible grâce à la mentalité religieuse des puritains et que dans les cas où, comme en Chine ou aux Indes, la mentalité religieuse se trouvait réfractaire à l'esprit du gain, un capitalisme à l'occidentale, et par conséquent la science et la technique qui le supportaient, étaient inimaginables. Dans la période de transition où le Tiers-Monde se trouve présentement engagée, cette position théorique, que j'appellerais volontiers impossibilisme, n'est déjà plus soutenable. Au contraire, il semble bien que tous les peuples s'occupent présentement à une révision radicale de leurs valeurs traditionnelles, afin de les ajuster aux aspirations de bien-être qui sous-tendent l'effort d'industrialisation.

Inversement, prenant pour acquis que la science et la technique occidentales sont en voie d'imprégner toutes les cultures, va-t-on transposer notre désir d'unité du monde dans les termes d'un contre-mythe, le mythe d'une technocratie universelle? C'est la formule que propose Harold Lasswell. Dans le dernier chapitre de *World Politics and Personal Insecurity,* précisément intitulé "In quest of a Myth", il affirme sa foi dans la technocratie, et il suggère même que la nouvelle élite devrait, en cas de résistance, imposer son gouvernement universel par la force. Deux présupposés, l'un et l'autre erronés sont à la base d'une telle orientation que je qualifierais d'immédiatisme. Le premier postulat consiste dans la conviction, proprement néo-positiviste, que l'émergence de la mentalité scientifique s'accompagne de la disparition graduelle des structures émotionnelles et irrationnelles; or, comme les conflits entre peuples et civilisations ont, d'après cette théorie, leur origine dans ces structures, on doit donc s'attendre à ce que les facteurs de conflit disparaissent avec le développement de la mentalité scientifique. Le second postulat réside dans la foi en la vertu thérapeutique de la science; la science, parce qu'elle nous fait connaître les conditions d'une vie individuelle et sociale saine doit aussi nous conduire à *vouloir* l'établissement de ces conditions. La faiblesse théorique de ces deux postulats est tellement évidente qu'il est inutile de s'attarder à les confondre. Qu'il suffise de noter le caractère essentiellement totalitaire du contre-mythe de l'unité mondiale fondée sur le règne des technocrates.

★

Nous voilà donc, semble-t-il, revenus à notre point de départ. La science et la technique semblent vouées à une expansion universelle et pourtant on ne saurait d'ores et déjà s'appuyer sur elles pour l'élaboration d'un contre-mythe qui se substituerait au mythe de la suprématie de l'Occident. Mais, en réalité, l'incursion précédente nous a mis sur la piste d'une troisième attitude que j'appellerais volontiers gradualiste parce qu'elle tient compte de l'évolution historique. Admettons-le sans fausse gêne; l'Occident, et avec lui la Russie, ont une avance considérable sur les autres peuples tant sur le plan scientifique que technique. Il y a donc une suprématie occidentale incontestable et pour plusieurs années encore. Les autres civilisations sont et seront longtemps encore à l'école de l'Occident. Mais ce n'est là qu'un phénomène accidentel et, par conséquent, transitoire, qui n'a rien à voir avec la structure interne de l'esprit humain.

L'attitude gradualiste, que je propose, reconnaît la suprématie actuelle de l'Occident mais pré-

---

(4) Je considère la notion du "communaucratie" telle que formulée par M. Sylla comme une utopie de ce genre. Il faudra y revenir un jour.

voit en même temps la fin de cette suprématie. La solution repose entièrement sur les modalités d'insertion de la science et de la technique dans les cultures non occidentales. Le processus d'acculturation est encore trop récent pour qu'on puisse en lire distinctement les phases. Sciences et techniques ne constituent pas une réalité globale et compacte, mais un ensemble hétérogène d'éléments culturels qui se situent à des niveaux de symbolismes fort différents. D'un côté, les symboles de la science pure échappent presque entièrement aux conditionnements sociaux de sorte qu'ils peuvent se transmettre tels quels d'une culture à l'autre sans que la culture réceptrice ne soit pour autant ébranlée. D'un autre côté, les symboles dont la technique est imprégnée sont affectés d'un fort conditionnement social et il semble bien que leur réception dans les cultures non occidentales est en train de provoquer une crise profonde au sein de celles-ci. Il est trop tôt pour savoir dans quel sens elles réagiront — mais, dans certains cas, en Inde et en Chine notamment, on peut déjà prévoir que le processus aboutira, s'il aboutit, tant à la régénération des grandes cultures locales qu'à la multiplication des points de contact avec l'Occident. Ainsi la science et la technique, et avec elles la puissance que l'homme en retire, cesseraient d'être l'apanage d'une seule civilisation pour devenir le partage de plusieurs. Et à mesure qu'une science ou une idée s'applique plus universellement, il faut s'attendre à ce qu'elle devienne moins dominatrice. Même si elles sont d'origine occidentale, idées et sciences seront remises en question par le reste du monde. Et c'est déjà commencé. Finie l'époque des présupposés idéologiques provincialistes, sans perspectives pour l'ensemble de l'humanité. Déjà le reste du monde est entré dans notre champ conceptuel, et le reste du monde finira bien par nous englober dans le sien.

Disparaîtrait dès lors le fondement objectif du mythe de la suprématie occidentale — ou plutôt cette suprématie disparaîtrait en fait. Quant au mythe, il tendrait sans doute à persister dans l'esprit des Occidentaux, mais il connaîtrait éventuellement le sort de tous les mythes dont le fondement objectif a été éventé; il finirait par éclater. Cependant l'histoire a encore un long cheminement à faire pour aboutir à ce carrefour. Et nous sommes tous devenus si peu patients.

★

LETTRE
d'un journaliste africain

Samuel Doamba

Notre avant-dernière livraison contenait trois articles sur le Tiers-Monde. Dans l'un de ces articles intitulé: "Une Afrique possible" Georges Dufresne tentait de définir certaines nécessités auxquelles doit se soumettre la rencontre entre l'Occident et le Tiers-Monde, puis il évoquait une civilisation future, orale et communautaire où les Africains auraient une place de premier plan.

Au début d'octobre, nous recevions la lettre que vous trouverez ci-dessous. Monsieur Samuel Doamba, notre correspondant, est journaliste à Dakar, plus précisément il fait partie de l'équipe de rédaction de l'hebdomadaire "Afrique nouvelle." Nous avons pris un grand intérêt à ses commentaires. C'est pourquoi nous vous en faisons part. Nous y joignons une note préparée par Georges Dufresne.

Monsieur le directeur et cher confrère,

J'ai lu avec un grand intérêt l'article de M. Georges Dufresne, paru dans le no 29 de "Cité Libre". Je l'ai apprécié — surtout la première partie — et c'est pourquoi je me permets d'y faire écho — et ce, à double titre.

D'abord parce que je suis Africain, vivant en Afrique, perpétuellement en contact avec ce que M. Dufresne nomme "les élites intellectuelles" et aussi avec ceux qu'elles représentent, "leurs peuples". A ce titre, je ne puis qu'être intéressé à ce que pensent les non-Africains de cette "Afrique possible." En second lieu, je suis journaliste; entre tous les membres de cette grande famille qu'est le journalisme, il me semble qu'on devrait échanger mutuellement nos impressions afin de pouvoir offrir à nos lecteurs des aliments vivifiants parce que sains.

Je disais donc que je suis d'accord avec M. Dufresne sur la première partie de son article. Il la traite avec lucidité, réalisme et amour: comment ne pas le reconnaître? J'ajouterai seulement, à l'intention d'une certaine élite africaine que si les

Occidentaux doivent offrir les trésors de leurs civilisations "avec une conscience aigüe de leur relativité, en ne perdant jamais de vue le fait qu'ils ne sont, dans la plupart de leurs aspects, qu'un actif provisoire, pour ce monde nouveau", nous aussi, Africains, devons offrir les trésors spirituels, intellectuels et culturels de nos civilisations avec la même conscience. En effet, par réaction à un certain esprit de l'Occident à une période qui semble révolue, esprit qui voulait que tout ce qui était humain n'était qu'Occidental, certains d'entre nous ont voulu rejeter en bloc les richesses de la civilisation occidentale et ont présenté les richesses spirituelles africaines comme les seules valables dans un monde qui se voudrait humain. Ceci est une erreur aussi fondamentale que celle commise par l'Occident à l'égard de nos civilisations à l'époque dont je parlais. Rien ne dit en effet où en seront ces valeurs qui font aujourd'hui notre orgueil, dans 50, 100 ans, quand elles auront été mises au contact du modernisme technique. Nous pouvons seulement souhaiter que là où les valeurs spirituelles de l'Occident ont partiellement échoué, les nôtres réussissent, si toutefois nous savons éviter les erreurs dans lesquelles sont tombés nos amis de l'Occident.

OPPOSITION

Mais, tant du point de vue formel que fondamental, je suis opposé à la deuxième partie de l'article en question.

En effet, M. Dufresne écrit sérieusement: "Pour que l'Afrique puisse assumer le rôle que je lui vois, il faut accepter un préalable qui pour être important ne m'en paraît pas moins prévisible, étant donnés le perfectionnement et la vulgarisation des techniques de reproduction des sons et des images. Ce préalable, c'est une révolution de la culture consistant essentiellement dans la disparition à peu près complète de l'écriture, seuls les chiffres et quelques signes hyéroglyphiques d'identification étant conservés." Et quel est ce rôle? M. Dufresne répond un peu plus loin: Grâce aux caractéristiques d'une telle civilisation "ce serait des génies produits par cette Afrique qui lui (à cette civilisation) apporterait ses cadres les plus perfectionnés et aussi ses chefs-d'oeuvre."

Cette conception du rôle que l'Afrique peut jouer dans un futur plus ou moins éloigné me paraît contenir deux dangers, qui pourraient devenir des erreurs.

DEUX DANGERS

D'abord le préalable que M. Dufresne nous demande d'accepter n'est pas acceptable et d'ailleurs le serait-il que l'Afrique possible dont il parle risquerait d'être improbable. En effet pour qui connaît les réalités de Tiers-Monde, la civilisation dont rêve M. Dufresne pour lui donner un rôle de premier plan dans le monde n'est possible que dans un à deux siècles. Sait-il, M. Dufresne, que si la scolarisation va au même rythme que dans les années passées il faudrait un siècle et demi pour que toute la population de l'ex-AOF soit complètement scolarisée? Sait-il que le revenu annuel moyen d'un paysan d'ici (et rappelons que les paysans forment les 95% de la population) est de 20.000 Frs CFA? Combien de temps faudra-t-il pour élever le revenu annuel à tel point que ce payson puisse s'acheter un poste-radio, à plus forte raison, la télévision? A cela il faut ajouter la carence énergétique, les problèmes de l'habitat, les difficultés linguistiques. La civilisation dont parle M. Dufresne, en définitive, n'est possible que dans une société bourgeoise: ce qui est loin d'être le cas de l'Afrique. Et même dans les pays riches comme les U.S.A. une telle civilisation ne se dessine pas encore.

LE SECOND

Le second danger me parait plus grave encore. En effet il est curieux de constater que M. Dufresne pense aussitôt et spontanément à la supprématie des civilisations. Pour lui, aujourd'hui, nous vivons sous la domination de la civilisation occidentale et, demain ce pourrait être le tour des civilisations africaines. Pour quelqu'un qui se réfère, dès les premières lignes de son article à l'histoire, on se demande pourquoi omet-il de dire que la civilisation occidentale d'aujourd'hui est une synthèse de plusieurs civilisations. Nous autres, Africains, nous avons une tout autre conception de l'avenir culturel du monde. Nous pensons qu'il n'est nullement question de rejeter les trésors de telle ou telle civilisation, mais de les assimiler rationnellement, sans toutefois qu'ils étouffent nos propres trésors. L'avenir du monde, selon nous, n'est pas dans la supprématie de telle civilisation ou de telle autre, mais dans une synergie harmonieuse, au cas où nos partenaires occidentaux, comme nous, voudraient faire de la coexistence politique, sociale et culturelle une réalité.

Penser comme le fait M. Dufresne dans la seconde partie de son étude, c'est croire en l'incapacité des hommes de vivre en frères, sans se dévorer. "S'il est bon que des civilisations se confondent pour former des synthèses nouvelles, il est mauvais qu'elles s'entre-tuent et s'entre-déchirent" a écrit Antoine de Saint-Exupéry (je cite de mémoire.) Et si les civilisations sont incapables de se confondre et de former des synthèses nouvelles, c'est que les hommes qui les ont engendrées sont incapables de vivre en frères.

Je pense que vous comprendrez donc pourquoi je me permets de dire mon désacord avec M. Dufresne, et ceci en toute amitié.

Dans l'espoir que vous ne vous offusquerez pas de ma réaction, je vous prie de croire à mes sentiments les meilleurs.

★

Note de Georges Dufresne

LORSQUE Gérard Pelletier me remit la lettre qu'on vient de lire, mon premier sentiment en fut un de gratification émue. Je ne suis sans doute pas encore assez blasé devant cette sorte de choses, et cela me surprend et me touche de faire la connaissance d'un lecteur qui prend un intérêt personnel à ce que j'ai écrit. Il y a ceci de plus qu'en élaborant cet article sur les Africains, je ne me voyais que des lecteurs canadiens. Aussi, au reçu de la lettre de monsieur Doamba, j'ai eu une impression analogue à celle qu'aurait un acteur jouant "Le Docteur Knock" et rencontrant à la sortie des médecins qui étaient dans la salle à son insu. C'est vous dire que j'ai relu mon article! Pour la raison ci-dessus et aussi pour apprécier plus objectivement les commentaires de monsieur Doamba.

Je tiens à dire pour commencer que je n'ai aucun titre qui m'autorise à discuter du problème dans ses aspects immédiats et pratiques, avec lui surtout qui est au coeur même du combat. Mon article ne visait qu'à aborder certains aspects généraux du problème et à évoquer des possibilités à fort longue échéance. Pour lui, qui se trouve aux prises avec la situation de fait, je suis donc un interlocuteur d'une utilité assez mince.

Ceci dit, voici quelques commentaires sur certaines opinions présentées dans sa lettre.

Disons pour commencer que j'ai été un peu étonné de voir opposer au danger, dont j'avais parlé, que les Occidentaux essaient d'imposer aux Africains leur culture, d'une façon trop absolue, j'ai été étonné, dis-je, de le voir évoquer le danger inverse, à savoir que les Africains soient tentés de rejeter en bloc ces valeurs occidentales à partir d'une admiration trop exclusive pour les richesses spirituelles africaines.

POURQUOI?

Je me suis demandé pourquoi l'existence de ce danger ne m'était pas venu à l'esprit durant l'élaboration de mon article. Pour une part sans doute, parce qu'écrivant à l'adresse de lecteurs occidentaux, j'étais particulièrement sensible aux déviations auxquelles ceux-ci sont exposés. Pour une part encore, peut-être parce que je reste d'Occident et que si le mythe de la suprématie occidentale pouvait m'apparaître comme un danger, le mythe parallèle de la suprématie africaine ne m'était même pas présent comme une possibilité. Cependant, pour dire toute ma pensée, cette explication me parait incomplète. Et je crois que si je suis moins sensible que monsieur Doamba au danger d'un mythe de la suprématie africaine c'est, bien entendu, en partie parce qu'il est en situation et moi pas, mais c'est aussi parce qu'étant Africain occidentalisé, il est personnellement mis en question par tout raidissement africain en face des valeurs occidentales. Dans "Une Afrique possible", j'avançais qu'il était erroné de faire des prévisions sur ce que sera l'Afrique de demain à partir des élites africaines d'aujourd'hui, parce que ces élites sont de formation occidentale et que cela constitue un hiatus entre elles et leurs propres peuples. Et je pense que c'est dans cette perspective qu'il faut évaluer le mythe d'une suprématie africaine évoqué par monsieur Doamba. Qu'il se développe des mouvements de méfiance à l'égard des valeurs occidentales dans cette Afrique enfin libre de prendre charge de son destin, la chose est des plus probables et monsieur Doamba est bien placé pour en sentir les premiers frémissements. Il est sûr aussi que ce raidissement sera une source de difficultés dans l'évolution de la collaboration Occident-Afrique, mais il me parait d'une nature trop réactionnelle pour qu'on ait le droit d'y lire un mythe de la suprématie africaine, dans le sens où l'on parle du mythe de la suprématie occidentale. Celui-ci est un phénomène qui a des racines bien différentes (voir l'article de Léon Dion ailleurs dans la présente livraison). Plutôt, si la méfiance des Africains devant les valeurs occidentales trouble monsieur Doamba au point qu'il y voit l'expression d'un mythe de suprématie, c'est que cette méfiance qu'il ne partage pas est le signe de son occidentalisation, le signe qu'il y a solution de continuité entre lui et l'âme de son peuple.

SYMPATHIE

Je tiens à dire ici la sympathie profonde que j'éprouve pour monsieur Doamba et pour tous les Africains qui, comme lui, ont rencontré les Occidentaux sur leur propre terrain pour leur arracher l'indépendance de leur patrie. C'est une chose infiniment tragique que d'être un homme de la transition et de se sentir dépassé, laissé sur le côté de la route dans cette marche de l'Histoire. La tentation est forte dans une telle éventualité de ne pas accepter un rôle plus conservateur et de voir un mal dans cette montée de représentants plus purs de l'âme nationale. Leur inquiétude alors se donne facilement des lettres de noblesse en se faisant une inquiétude quant au sort de la civilisation elle-même.

Je n'ai pas écrit, comme l'a cru monsieur Doamba, que la domination occidentale dans la présente civilisation serait remplacée dans la prochaine par la domination africaine, mais simplement que dans cette dernière il se pourrait que beaucoup d'Africains jouent un rôle de premier plan, si la dite civilisation se structure de telle façon que les qualités principales des ethnies africaines y sont favorisées. Une telle éventualité est aussi concevable dans une civilisation où les diverses races du monde collaboreraient librement que dans une civilisation qui serait dominée par les Africains. Il reste que dans les étapes qui conduiraient à une telle civilisation, l'absence totale de conflits, la conciliation constante d'où sortirait toujours le meilleur, en somme ce que monsieur Doamba présente comme la conception africaine du progrès, résiste mal aux lumières de l'histoire et de la psychologie. Et je ne pense pas que les faiblesses en cause soient l'apanage exclusif des Occidentaux. Non, il faut accepter que la civilisation future soit le fruit de collaborations que je souhaite de plus en plus nombreuses, mais aussi de compromis plus ou moins heureux et de conflits tantôt plus, tantôt moins néfastes.

Enfin un dernier point. Je suis d'accord avec monsieur Doamba pour considérer que la civilisation orale que j'évoquais, où l'écriture n'existera à peu près plus, est une possibilité seulement lointaine. Il reste que les objections de notre correspondant n'ébranlent pas ma conviction quant à la possibilité de son avènement. Les progrès dans l'exploitation contrôlée de l'énergie atomique nous donnent le droit de penser qu'avant peu l'Afrique avec le reste du monde aura plus de ressources énergétiques qu'elle n'en peut exploiter. Par ailleurs, la mise en marche d'une civilisation essentiellement orale pourrait se faire bien avant que chaque paysan africain ne possède son poste de télévision. A preuve, dans le journal même où écrit monsieur Doamba, "Afrique nouvelle", livraison du 5 octobre 1960, je lis ce qui suit:

"5000 personnes acclament la radiovision".

→

J'AI VU LA TERRE DES HOMMES

Jean Pellerin

JE rentre d'un voyage de trois mois en Extrême-Orient, voyage qui m'a permis de visiter, d'une façon plus ou moins sommaire, le Japon, Formose, Hong-Kong, les Philippines, le Vietnam, le Pakistan, l'Inde (i.e. Calcutta, Bénarès, Agra et Delhi), l'Afrique (i.e. le Kenya, l'Uganda, le Tanganyika et le Basutoland).

Trois mois pour un si long périple, c'est bien peu de chose! Aussi, je n'ai pas la prétention d'avoir percé le mystère de l'Asie, mais je puis affirmer que ce voyage m'a brutalement purgé de plusieurs idées toutes faites. J'ai l'impression d'avoir fait peau neuve, et si j'avais la réputation de Baudelaire, je pourrais dire, moi aussi, que "j'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans."

Histoire de ne pas abuser de l'hospitalité du directeur de *Cité Libre*, je ferai un peu fi du style et livrerai en vrac mes impressions les plus fortes.

PARLONS D'ABORD DE SUPÉRIORITÉ

L'homme d'Amérique et d'Europe joue volontiers les supérieurs. Il a la présomption de se prendre pour le commun dénominateur du genre humain, affectant d'ignorer qu'il est minoritaire sur cette planète où environ deux hommes sur trois vivent hors de la réserve occidentale. Sa tournure d'esprit, son vocabulaire, sa manie de référer constamment à son contexte à lui, tout, dans son comportement, atteste de son inébranlable assurance... j'allais écrire suffisance. Que de fois, au cours des nombreux contacts que j'ai pu établir avec les gens, j'ai dû me reconnaître atteint de ce travers puéril! Aussi, je me suis souvent demandé de quelle façon réagi l'Occidental — cet homme raffiné qui vous accueille avec force révérences — oui, je me suis demandé ce qu'en son for intérieur il pense de notre ridicule suffisance à son égard, et je me suis plu à supposer que s'il n'y avait pas la barrière de la langue et, surtout, la barrière de la politesse constamment respectée aux antipodes, il pourrait nous tenir à peu près le langage que voici:

— Bien sûr que tu es supérieur, homme d'Occident, mon frère! Tu nous dépasses, tu es plus grand que nous, mais c'est que tu es monté sur des échasses, et ces échasses, c'est de nous que tu les tiens.

Ce discours sibyllin nous étonnerait sans doute, mais si nous nous donnions la peine de le traduire en langue vulgaire, nous nous rendrions compte qu'il exprime une vérité profonde.

NOS ÉCHASSES

En effet, ce sont deux échasses orientales qui ajoutent à la stature du barbare d'Occident qui, comme le souligne justement Malreaux, n'a rien inventé, pas même une religion. Ces deux échasses s'appellent: le génie grec et le monothéisme judaïque.

Oui, bien sûr, nous revendiquons volontiers comme nôtre le génie grec mais c'est une supercherie puisque ce génie, selon l'observation difficilement contestable de Nietzche, "fut le premier lien, la première synthèse de tout ce qui est oriental, et par là précisément le début de l'âme européenne." Ceci étant acquis, remarquons tout de suite que la caractéristique de ce génie est d'être à la fois tolérant, logique, anarchiste et incrédule. Il a tout digéré et, comme on dit familièrement, il en est revenu. C'est l'homme nouveau. Spirituellement parlant, nous descendons de cet homme-là. De lui, nous tenons notre bonne conscience et notre belle assurance; de lui, encore, nous tenons le complexe d'Alexandre qui inspire notre politique. Nous avons tous confusément envie de dominer le monde afin de le civiliser...!

Empressons-nous d'ajouter que ce complexe d'Alexandre est fortement stimulé par le mono-

---

Note (suite et fin)

"...le Service de l'Information et Radio-Niger ont présenté vendredi 23 septembre à 20 heures la deuxième expérience publique de Radiovision. Une foule évaluée à plus de 5000 personnes avait envahi la place du Grand Marché. La Radiovision est un procédé nouveau d'information qui associe une projection de vues fixes à une émission radiophonique. Cette première série intitulée "Au bout de nos bras" a été entièrement réalisée au Niger par Radio-Niger et par le laboratoire ultra moderne du Service de l'Information. Dans le courant du mois d'octobre, une dizaine de centres de Radiovision seront implantés sur le territoire de la République."

Cette initiative, dont il faut féliciter les Africains du Niger et qui permettra de fournir une éducation à une population analphabète sans avoir à attendre que tous aient appris à lire et à écrire ou se soient procuré des postes de radio et de télévision, me paraît un pas intéressant dans le sens de la civilisation que j'évoquais. Cependant, je rappelle encore une fois que cette évocation était celle d'une Afrique **possible.** Comme mes prédécesseurs dans la profession, je suis prêt à attendre après ma mort pour voir confirmer mes dons de prophète! ★

théisme judaïque de qui procède le Christianisme. Le Dieu des Juifs n'a rien de la divinité placide et mystérieuse qui fait l'objet de la contemplation orientale. C'est un Dieu qui se manifeste dans le tonnerre; c'est un Dieu terrible et jaloux à qui la Bible prête des moeurs militaristes et prosélytes. Il exige un culte exclusif et la mort de tous les autres dieux. Cette conception de la divinité subsiste dans le Christianisme et a aussi influencé le comportement de l'homme d'Occident, lequel, incidemment, détient toutes les réponses avant même de s'être posé les questions. Il a la faculté de s'intégrer à des cadres religieux sans, pour autant, se donner la peine d'avoir une vie spirituelle. L'Oriental, par contre, n'est sûr de rien. Il a la faculté d'avoir une vie profondément spirituelle sans le secours de cadres religieux.

Mais alors, de quoi est donc faite la supériorité occidentale? D'une simple présomption, car il ne suffit pas de se croire supérieur pour l'être réellement.

Le génie grec et le Christianisme représentent des valeurs incontestablement supérieures, mais entre nos mains, ces valeurs ne furent guère que des instruments de domination, des échasses lâchement ficelées aux mollets du nain spirituel que nous sommes demeurés.

HISTOIRE DE NAIN

Bien sûr, il ne s'agit pas de minimiser à plaisir les mérites de l'Occident, ou pour mieux dire, de l'homme de l'Atlantique. Cet homme a incontestablement le génie de la politique, de l'organisation, de la technique, et il a réussi à se dégager — sans toutefois s'affranchir — de la nature. Mais ces exploits, si spectaculaires et si valables qu'ils soient, ont leur contrepartie et comportent une rançon. L'Occident a tous les défauts de ses qualités. Ainsi, il ne peut échapper à l'observateur attentif que si, sur le plan de la technique, l'homme de l'Atlantique déclasse celui du Pacifique, sur le plan de l'expérience humaine, il n'est qu'un nain ou, pour être plus élégant, un novice en présence de son frère d'Asie. Hasardons quelques comparaisons.

Le Christianisme, doublé de son armature hellénique, a sans aucun doute réhabilité la personne humaine et transformé radicalement la condition sociale de la femme. Ce sont là peut-être les deux réalisations qui ont le plus contribué à creuser un abîme entre l'Orient et l'Occident. Le respect de la personne humaine est certes une excellente chose, un progrès auquel on doit plusieurs des principes infrangibles qui régissent notre comportement individuel et social. Mais ces principes nous ont progressivement acheminés aux excès de l'individualisme. L'homme de l'ouest se croit acheminé aux excès de l'individualisme. L'homme de l'ouest se croit une vedette, une exception, un phénix. Or un phénix peut-il s'embarrasser de traditions? Peut-il ne pas étouffer, même dans les cadres de la famille? Peut-il ne pas s'affranchir de toutes les contraintes et rompre, par le fait même, avec les traditions humaines les plus précieuses? Evidemment non. Un homme pareil recommence toujours à zéro et, de génération en génération, retombe infailliblement dans les mêmes erreurs.

En Orient, l'homme n'a rien de la vedette, du phénix ou de l'exception. Il ne s'est pas dégagé de cette nature qui le cerne de toute part et contre laquelle il se sait impuissant. Voilà pourquoi il a besoin de se sentir les coudes; il a besoin d'une vie grégaire et de traditions; il a besoin de s'accrocher solidement aux cadres de la famille. L'idée ne lui vient même pas de tout recommencer à zéro. Il est et se sait un maillon de la chaine qu'a bouclée l'expérience millénaire. En somme, c'est un modeste désormais convaincu qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Il s'en tient aux méthodes bien rodées par la sagesse et par le temps. Par contre, l'Occidental — c'est le cas de le dire — vient de découvrir l'Atlantique et se comporte comme le gamin dont les yeux s'ouvrent à peine à la vie. Il ne peut partir que de son expérience personnelle, d'où son besoin d'innover en tout, de chercher à se distinguer du collectif, de s'agiter, de faire la mouche du coche. Il est tout disposé à se prendre pour le nombril du monde et à mépriser souverainement tous ceux qui ne lui ressemblent pas.

Voilà, bien vaguement esquissé, quelques-uns des extrêmes où a pu nous mener le personnalisme (déguisé en individualisme). C'était au départ une merveilleuse idée chrétienne, mais — pour reprendre le mot de Chesterton — elle s'est affolée en route.

LE RÈGNE DE LA FEMME

Même affolement en ce qui concerne la transformation apportée à la condition sociale de la femme. Le Christianisme gréco-romain a incontestablement réussi à émanciper la femme en Occident. De ce travail gigantesque, l'histoire lui sait gré. Mais si l'on examine certaines conséquences de cette émancipation, on se rend compte qu'il est possible, là aussi, qu'un bien soit devenu un mal.

Il suffit de vivre quelques mois en Orient pour se rendre compte à quel point nos sociétés occidentales sont devenues matriarcales. Il ne s'agit pas, évidemment, d'un matriarcat reconnu et constitutionnellement établi, mais bien plutôt d'un matriarcat latent et sournois dont l'influence est souvent souveraine au foyer, à l'école, à l'église, à la ville, en littérature, en art, en politique etc. Cette influence n'est pas nécessairement néfaste, mais elle devient, à la longue, débilitante et fait que, chroniquement, les dites sociétés s'anémient dans le raffinement à l'eau de rose à force fièvres chroniques ne les font pas mourir, mais les empêchent de trouver leur assiette et de faire de la mousse, c'est-à-dire, de fixer des traditions humaines permanentes.

de se complaire dans la fantaisie et la légèreté. Ces

Les sociétés d'Asie, par contre, sont restées fidèles à leurs antiques structures patriarcales sans, pour autant, contrecarrer l'influence bienfaisante qu'exerce la femme au foyer. Au contraire, on la laisse pleinement jouer son rôle, mais c'est le père de famille et l'ancien, c'est-à-dire, l'expérience et la tradition qui font loi. La mode et la fantaisie ne peuvent rien contre cet état de fait dont découle sans doute le caractère plutôt austère et très sérieux de la vie mais dont aussi résulte la stabilité des cadres sociaux et, surtout, la prudente lenteur des transformations profondes. L'Occident est en perpétuel devenir, alors que l'Orient semble ne jamais bouger. Cet immobilisme nous irrite parfois, mais c'est peut-être que nous en ignorons le principe; c'est peut-être que nous avons perdu le sens des valeurs véritables auxquelles le Japon, la Chine ou l'Inde tiennent tant. Risquons d'autres comparaisons.

LES VRAIES RICHESSES

L'Europe en général et l'Américain en particulier n'ont vraiment envie que de superflu — j'allais dire de superficiel (argent, confort, renommée) — et ils sont terriblement malheureux quand ils en sont privés. L'Asiatique, au contraire, est beaucoup plus exigeant. Il a d'abord envie du nécessaire, des vraies richesses (sagesse, amitié) et il sait les apprécier et s'en contenter quand il les a. Ses besoins sont de l'ordre de l'esprit. Pour ce qui est de son estomac, un peu de riz lui suffit. Il mange pour vivre alors que nous vivons pour manger. Il ne paie pas d'apparence et il paraît sous-alimenté. Pourtant, je parierais que sa résistance physique est de beaucoup supérieure à la nôtre qui n'est faite que de vaccins et de médecine préventive. On pense à la fleur des champs et à la fleur cultivée en serre chaude. Cette dernière est plus belle et semble plus robuste, mais c'est une illusion. Elle dépérirait si elle était abandonnée à elle-même dans l'intempérie comme la fleur des champs. L'homme d'Orient est la fleur des champs qui s'est acclimatée à l'habitat naturel de toutes les fleurs, alors que celui d'Occident est la plante de serre qui s'est acclimatée à l'habitat artificiel de quelque plantes. La valeur de la première est réelle, celle de l'autre n'est que relative.

LE SENS DU TRAVAIL

L'homme de l'ouest n'aime pas travailler et c'est incontestablement parce qu'on a déshumanisé et avili son travail en le rendant trop structuré. Qui, dans notre société, mérite pleinement le titre d'ouvrier? Quelques experts techniciens peut-être dont le travail comporte de la recherche, de l'expérience, de l'habileté. Ces gens bâtissent et mettent au point des machines et des outils. Ils aiment leur travail et le font dans l'enthousiasme et la fièvre. Hélas, pour un expert, que de manoeuvres! Que de tâcherons condamnés à s'abrutir devant la machine-outil de l'expert qui reproduira à des millions d'exemplaires l'objet souvent futile pour lequel elle a été conçue. L'idéal serait que tous les ouvriers fussent des experts. C'est pourtant là, à peu de choses près, la situation quasi générale en Asie où la machine a du mal à supplanter les petits métiers et surtout les bras des paysans. D'ailleurs qu'a-t-on besoin de machines quand on dispose de millions de bras?

En Orient, la grande majorité des hommes héritent d'un métier en même temps que de la langue et des traditions familiales. Ce métier, l'Asiatique l'exerce de ses mains; il en connaît tous les secrets; il en vit. Aussi, chez lui, ce n'est pas une machine qui reproduit des millions d'objets, mais ce sont des millions de mains qui sont aptes à façonner le dit objet. Ceci veut dire que l'Asiatique, en tant qu'individu, peut se suffire à lui-même; il dépend uniquement de son expérience à lui, de sa capacité de travail, de son habileté manuelle. L'Occidental et notamment l'Américain, en tant qu'individu, ne peut pas se suffire à lui-même; il dépend entièrement de la machine qu'il n'a pas construite, qui ne lui appartient pas et que, bien souvent ,il ne connaît pas. Une simple panne d'électricité le réduit à la plus misérable impuissance.

LE MYTHE DU TEMPS PRÉCIEUX

"Le temps, c'est de l'argent!" aphorisme célèbre qui a fait des Américains des maniaques de la vitesse, de l'efficacité, du "digest", du moindre effort. Si encore ils se hâtaient, les pauvres, afin d'avoir plus de temps à consacrer à l'essentiel... Hélas, le temps qu'ils épargnent les embête; il leur crée un nouveau problème: celui de l'employer sans effort et sans perte! Pour se tirer d'embarras, ils courent sans répit et finissent par le tuer...

Nos frères des antipodes ne sont pas esclaves du temps; ils ne s'épuisent pas à courir. Ils n'ont pas l'air soucieux, au contraire, ils marchent à pied, le front haut, le regard serein, ce qui leur vaut le plaisir de voir de près la nature, ses beautés, ses bienfaits. En un mot, ils se conduisent comme des gens qui ont le temps de vivre et qui savent remettre à demain ce qui peut se faire demain et laisser faire par un autre ce qui n'est pas nécessaire de faire soi-même.

Mais je m'arrête, car je sens qu'en cherchant systématiquement à me placer au point de vue oriental, j'ai tendance à être partial. Le juste milieu est sans doute en deça des contours que je viens d'esquisser. Mais il est bon, parfois, d'exagérer les traits d'un dessin afin d'en mieux dégager le rythme.

Quoi qu'il en soit, je ne regrette rien et je reconnais à tous ceux que ces propos agacent, le droit de ne pas être d'accord. En ce qui me concerne, j'ai vu la terre des hommes, et j'ai appris à être modeste. Je commence à comprendre que demain, il y aura un autre jour, et je trouve que c'est très important...

★

RÉFLEXIONS
sur notre chrétienté

Bertrand Rioux

COMBIEN d'entre nous, qui s'étaient promis de ne pas se mêler aux discussions anachroniques dont le Québec a le secret, doivent sortir de leur apparente indifférence devant la gravité du malentendu qui grandit toujours. Ils le font malgré eux, parce qu'ils savent qu'une certaine lassitude de ressasser les mêmes problèmes peut envelopper le désir de refuser les valeurs importantes qu'ils recèlent.

LE POURRISSEMENT DES PROBLÈMES

Quand les problèmes posés ne reçoivent pas de solutions valables dans un certain délai, ils pourrissent et ce qui aurait pu se faire sans heurts trop violents, exige désormais une révolution. Si la jeunesse désespère d'une solution juste du malaise profond de notre société, elle risque de s'enfermer dans un désespoir farouche sans attendre aucun secours des forces en place. Elle sommeillera ainsi peut-être de longues années à la grande satisfaction de ceux qui nous gouvernent, aussi bien au temporel qu'au spirituel, mais le réveil sera d'autant plus brutal que son hermétisme désespéré l'aura coupée de tout dialogue et de tout intérêt au milieu. Une génération d'agnostiques sera née sous le couvert de l'état décorativement chrétien du Québec. Ses maîtres, occupés à défendre pouce à pouce les positions établies, l'auront vouée à la clandestinité et à la solitude et à l'endurcissement de la conscience.

DIALECTIQUE EXISTENTIELLE

C'est pourquoi *Cité Libre* a toute mon admiration de tenter d'éveiller notre milieu à la profondeur du drame qui se joue dans les coeurs, partagés entre la révolte et la haine et la volonté de s'entendre dans le culte retrouvé de l'esprit et de la vérité. Notre communauté arrive à cet âge de l'adolescence qui remet en question les personnes qui exercent l'autorité, et le sens même de l'autorité, parce qu'elle veut faire le tri entre les subordinations de cet âge et celles qui concernent plus profondément l'ordre du bien. Il est nécessaire pour cela d'instituer une dialectique concrète qui va de moi à l'autre, du citoyen au gouvernement, du chrétien à la hiérarchie et, d'une façon plus générale, des valeurs humaines individuelles et sociales aux valeurs spirituelles et religieuses. La vie de l'homme est cet état permanent de tension de notre moi fini et infini, de la nécessité et du possible en nous, bref cet "état critique" qui définit l'homme pour Kierkegaard. Parce qu'il "n'y a pas de santé immédiate de l'esprit", il nous faut effectuer ce mouvement infini qui comporte une mise en question toujours plus radicale des hommes et des institutions. Le christianisme a porté à son paroxysme la tension humaine dans l'adhésion paradoxale au mystère qu'il propose.

Le malaise situé au coeur de l'homme est le signe de la présence de l'esprit. Le refuser, au nom d'une sécurité bourgeoise quelconque, c'est condamner l'humain à une adéquation animale avec lui-même. La vie sociale doit accepter l'expression de cette ouverture de l'esprit au monde, esprit capable de se mettre en question sous la forme du dialogue dans l'histoire qu'il porte et qui le porte à son tour. C'est sur la base de ces quelques vérités que nous essayerons de comprendre notre milieu en regard du christianisme qui s'y est incarné.

LE CLÉRICALISME ET LE TEMPOREL

Que le cléricalisme soit la plaie de notre chrétienté, c'est un lieu commun de notre sociologie religieuse que tous les étrangers soulignent. Les exemples en sont nombreux et probants: le clergé a la haute main sur toute l'éducation et à tous les niveaux, il est tout-puissant sur l'opinion publique en ce qui regarde le temporel lui-même.

D'une manière générale, le cléricalisme est l'ingérence du spirituel dans le temporel, une tendance à occuper toute la place. Il prend prétexte de la primauté du spirituel sur le temporel et de la se subordination accidentelle de l'État à l'Eglise pour se substituer à la conscience individuelle et à la compétence des organismes de la société politique dans les décisions à prendre. Il tend à dévaloriser les fins spécifiques des sphères diverses de l'activité humaine au profit d'une régulation morale et religieuse immédiate. Il saute facilement par-dessus le moment propre de l'autonomie du temporel et du créé selon ses principes d'agir et ses fins propres. C'est ainsi par exemple que la morale politique sera négligée: on insistera beaucoup sur l'assistance à la messe le dimanche, mais on insistera moins, sinon pas du tout, sur l'honnêteté qu'il faut apporter dans les déclarations d'impôt — cela quand on n'encouragera pas soi-même à la malhonnêteté. Une oeuvre d'art sera belle, si c'est un sujet religieux qui y est représenté; Franco et Pétain auront raison parce qu'ils sont des catholiques.

LE CLÉRICALISME ET LE SPIRITUEL

Sous l'aspect où le cléricalisme se rapporte au religieux, il se définit comme l'usurpation des droits de Dieu sur la conscience au profit de la personne du clerc. De ce que le clerc est représentant de Dieu sur terre, le droit incontestable qu'il a d'enseigner et de lier les consciences en ce qui concerne le spirituel, il l'étend à toutes les opinions, matières à discussion. Il détourne ainsi à son profit le mouvement qui porte sur Dieu. Au lieu de s'effacer pour mieux tourner vers Dieu et "inquiéter" l'homme, disait si bien le cardinal Suhard, il interpose entre Dieu et le chrétien son opacité spirituelle, lourde de volonté de puissance mal déguisée. Son action s'enlise dans le temporel en y entraînant dans sa chute les valeurs spirituelles, alors que le clerc a pour mission de les éveiller dans l'humilité la plus profonde de cette dangereuse responsabilité. Le spirituel se vide ainsi de sa substance intime au profit des signes extérieurs du religieux, l'autorité coërcitive et une orthodoxie grinçante qui ne s'alimente plus à l'expérience chrétienne qui en est l'âme.

Le cléricalisme entraîne souvent l'irrespect de l'intériorité de la conscience. Vivant des signes extérieurs de sa puissance, comment s'arrêterait-il devant le secret de chacun? Ce qu'il veut, c'est étendre le nombre des chrétiens, conserver les églises pleines et la masse chrétienne. Veut-on vivre dans la société cléricale, on devra se conformer aux règles qui concernent spécifiquement les croyants. Cela veut dire que si l'on n'est pas chrétien, il faudra le singer, faire comme si on l'était. Si l'on veut se marier alors qu'on est incroyant, il faudra le faire devant un ministre du culte, avec la promesse de faire baptiser son enfant. A-t-on assez de sensibilité spirituelle pour voir la blessure irréparable, l'endurcissement de la conscience et la haine que de telles pratiques peuvent développer dans une âme honnête et sincère? On m'a raconté qu'on avait obligé une fille-mère incroyante à faire baptiser son enfant si elle voulait avoir du travail dans un grand hôpital de Montréal. Comment des actes aussi révoltants peuvent-ils être posés dans notre milieu et en 1960, sans que l'indignation, en particulier de tous les chrétiens — qui connaissent bien un cas semblable —, ne se manifeste pour se dissocier de pratiques aussi répugnantes. Je rappelle aussi le cas des incroyants qui doivent envoyer leurs enfants à des écoles confessionnelles, parce qu'ils ne peuvent s'avouer incroyants sans risquer de perdre leur gagne-pain et parce que le clergé veille à tous les niveaux à contrôler toutes les avenues de l'éducation.

Le christianisme a-t-il à gagner en se prêtant à ce jeu sous le couvert de la loi civile? Rien, puisque les consciences sont froissées dans leur inviolabilité même et, cela, par une doctrine qui prêche la réponse libre de l'homme au don gratuit de Dieu. Le cléricalisme est en abomination à Dieu et aux hommes. Il est la parodie du signe de contradiction qu'est le Christ.



A la base de cette situation tragique — rien n'est tragique pour une conscience animale —, il n'y a pas que l'inertie attachée à toute force en place qui se crispe désespérément sur des privilèges accidentels au risque de perdre l'essentiel. Il y a aussi le difficile problème des relations de l'Eglise et de l'Etat.

LA LIBÉRATION DE L'HOMME

Ce problème a été accentué par l'existence même de l'Eglise. Dans les cités grecques, la république romaine ou l'empire chinois, la religion était essentiellement chose d'état. (1) Les chefs suprêmes de la religion étaient les magistrats de l'Etat. C'est le christianisme qui, en approfondissant la conscience humaine dans son rapport avec Dieu et en créant une société indépendante et chargée des intérêts religieux des fidèles, découronne l'Etat d'une partie de ses attributions. Il affirme ainsi les droit de Dieu devant la toute-puissance de l'Etat. Ce dernier cesse d'être une fin absolue, pour devenir une fin intermédiaire. Toute la libération de l'homme est en germe dans cette révolution. Cette libération de l'homme par sa promotion à l'ordre surnaturel a des assises naturelles dans la liberté et la subjectivité de tout homme. Si la grâce est incommensurable à la nature, elle exige la réceptivité de la nature. L'ordre naturel avec ses fins propres et la dignité ontologique qui lui correspond n'est pas détruit, mais surélevé. Il doit donc se développer pleinement sous l'impulsion de la grâce.

DEUX SOCIÉTÉS AUTONOMES

De la distinction de l'Eglise et de l'Etat résultent des rapports complexes. Chacune des deux sociétés a une souveraineté complète dans son ordre où elle possède un pouvoir suprême et inaliénable. Alors que l'Etat poursuit le bien humain, terrestre et temporel (matériel et moral), l'Eglise a pour but de réaliser le bien divin, spirituel et éternel de ses membres. Mais ces fins doivent interférer, si l'homme est un et si César lui-même se rapporte à Dieu comme chef de l'ordre naturel et surnaturel. C'est pourquoi l'Etat ne peut ni ignorer, ni nier l'Eglise.

---

(1) Jacques Leclercq "Leçons de droit naturel".

L'ORDRE SPÉCULATIF ET L'ORDRE PRATIQUE

Comment comprendre alors les relations de l'Eglise et de l'Etat? Pour répondre à la question, il est insuffisant de donner une réponse spéculative au problème. C'est dans l'ordre pratique où le cheminement de la conscience répond à des ciels historiques différents, qu'il faut élaborer notre réponse. Il faut de plus tenir compte comme l'écrit Maritain "de l'idée de l'analogie pour une saine philosophie de la culture" (1). La vérité de la primauté du spirituel sur le temporel et le devoir qu'a tout homme de manifester la vérité qu'il croit telle, peut s'incarner diversement sans changer de nature, de même qu'ailleurs l'être est toujours l'être, bien qu'il se réalise selon des modes essentiellement divers.

Le Moyen-Age fut une certaine réalisation historique de la vérité du christianisme. Mais il n'en est pas la seule. Il serait faux de penser qu'on doive répéter de nos jours, dans un tout autre âge de civilisation, la même solution. Le Moyen-Age réalisa un type *sacral* chrétien du temporel. Il se caractérise par une tendance à une unité organique maximale qui rapporte tout à l'unité suprême de la fin surnaturelle, symbolisée dans l'unité temporelle de l'Europe chrétienne. Le temporel a surtout un rôle ministériel et est exercée comme instrument du sacré. L'appareil temporel est utilisé pour des fins spirituelles de l'Etat prête son concours pour faire respecter les lois chrétiennes.

UNE CONCEPTION PROFANE CHRÉTIENNE DU TEMPOREL

Est-il sage et prudent de vouloir imposer au XXe siècle, cette projection temporelle du christianisme? Au type *sacral* chrétien du temporel, il faut substituer une conception *profane* chrétienne du temporel. "A l'idée de *l'empire sacré* que Dieu possède sur toutes choses", il faut substituer écrit Maritain, "l'idée de la *sainte liberté* de la créature que la grâce unit à Dieu". L'état divisé des esprits, l'affinement exacerbé du sens de la liberté, la prise de conscience plus profonde de l'autonomie propre du créé aussi bien en philosophie, en art, qu'en politique, exige, comme un gain acquis et définitif, le respect des consciences. A juger le comportement d'un certain cléricalisme, on a l'impression que les paroles que Montalembert prêtait aux adversaires catholiques du libéralisme s'adressent encore à lui de nos jours: "Quand je suis le plus faible, je vous demande la liberté parce que tel est votre principe; mais quand je suis le plus fort, je vous l'ôte, parce que tel est le mien". Le catholique serait ainsi gagnant à tout coup, mais par un sophisme manifeste. Ecoutons plutôt la déclaration du cardinal Manning à Gladstone: "Si, demain, les catholiques étaient au pouvoir en Angleterre, pas une pénalité ne serait proposée, ni l'ombre d'une contrainte projetée sur la croyance d'un homme. Nous voulons que tous adhèrent pleinement à la vérité, mais une foi contrainte est une hypocrisie haïe de Dieu et des hommes. (...) Si, demain, les catholiques étaient dans les royaumes d'Angleterre, la "race impériale", ils n'useraient pas de leur pouvoir politique pour troubler la situation religieuse héréditairement divisée de notre peuple. Nous ne fermerions pas une église, pas un collège. Nos adversaires auraient les mêmes libertés dont nous jouissons comme minorité". Les minorités, de nos jours, ne sont pas seulement à l'intérieur de la croyance — les protestants pour nous, — mais elles sont aussi agnostiques et athées.

UN STYLE PAUVRE

Le nouvel âge de culture qui s'étend à la grandeur de la terre, pose la question suivante à la conscience chrétienne: comment est-il possible de concevoir un régime politique valable, "c'est-à-dire tel qu'il unisse organiquement en vue du bien commun temporel, sous une inspiration chrétienne authentique" des hommes qui appartiennent à des familles spirituelles différentes. Pour répondre à cette nouvelle situation, l'Eglise doit développer un "style pauvre" en opposition au "style riche" du Moyen-Age et de la Renaissance. Elle n'a pas à professer le droit à l'erreur, qui serait la tolérance *dogmatique* pas plus que tout individu n'a à le faire, mais elle doit pratiquer la tolérance *civile*. Elle doit accepter d'accorder le pouvoir indirect qu'elle possède sur le temporel, en harmonie avec les dispositions de la conscience commune, qui ne sont plus celles du Moyen-Age mais qui se caractérisent par l'idée de l'indépendance de l'autorité temporelle. Et si cette autorité est exercée par des croyants, ce n'est pas *en tant que* croyants qu'ils doivent gouverner au service de l'Eglise proprement dite, mais *en* croyants au service de toute la communauté comportant le pluralisme spirituel y compris l'athéisme ou l'agnosticisme. L'Eglise n'a rien à gagner, quand elle profite de sa force pour imposer des lois unilatérales, pour retarder des changements nécessaires. L'ostracisme dans lequel les autres groupes sont tenus ne peut qu'engendrer la riposte au détour de l'histoire dont les secrets nous sont inconnus.

Quand l'Eglise sait commander les catholiques en tant qu'ils sont ses membres et qu'elle sait inspirer l'Etat, non pas par des menées guidées par la peur et la défense de privilèges qui ne correspondent plus à l'évolution du milieu, mais par le saint rayonnement de sa doctrine et de ses adeptes, c'est ainsi qu'elle est le plus respectée parce qu'elle fait appel à une plus grande intériorité de vie. Il ne s'agit donc pas de cantonner l'Eglise dans le spirituel, mais de concevoir un mode d'action sur le temporel qui corresponde à notre âge de culture.

---

(1) **Humanisme intégral, p. 150.**

UN ÉTAT DÉCORATIVEMENT CHRÉTIEN

Au lieu de garder à tout prix l'Etat québécois décorativement chrétien par une loi sur le mariage qui oblige tout individu à se marier devant un ministre du culte, avec toute la sinistre comédie que cela peut comporter dans les cas particuliers, au lieu que toutes nos universités soient des universités pontificales, que nos collèges aient encore plus ou moins la forme de séminaires, que le Comité d'instruction publique soit composé de vingt évêques catholiques et d'un nombre égal de laïques au nom du fameux droit supplétif qui se transforme en droit du premier occupant — au point où un évêque dernièrement a traité de "gueulards" ceux qui se mêlaient de critiquer ce monument de notre cléricalisme —, que les gens soient catholiques pour accéder à certains postes pour lesquels ils sont parfaitement compétents, il serait beaucoup plus sage et surnaturellement plus prudent de remédier le plus vite possible à cet état de choses avec le maximum d'abnégation spirituelle et selon le plus grand effort d'invention et de création. Le simple opportunisme dans l'application des principes doit faire place à une vue claire de la situation dans son ensemble.

UN CLÉRICALISME LAÏQUE

Il serait injuste de tout demander à l'Eglise, si l'Etat ne sait pas lui-même prendre ses responsabilités. Ce dernier a le devoir de réaliser le bien commun temporel de ses membres dans la paix et la concorde des diverses familles spirituelles qui composent désormais le Québec. Il a le devoir d'assumer pleinement son rôle et de prendre toutes les mesures nécessaires pour réaliser l'autonomie du temporel dans le respect du spirituel qui doit imprégner son action dans la mesure du possible, sans oublier qu'il se doit à tous les citoyens. Si le cléricalisme existe chez nous, il est fortement aidé par le manque d'énergie des pouvoirs temporels dans l'accomplissement de leurs propres tâches, de sorte que l'infantilisme des laïques et des clercs se renforce mutuellement. Maritain rappelle une règle d'or qui concerne la jonction de l'Homme et du Temps. Cette loi "c'est qu'une expérience *trop faite* ne peut plus être recommencée". Il est dangereux de verser du vin nouveau dans de vieilles outres. On devrait s'en souvenir dans la réorganisation de l'éducation. Le problème d'universités laïques et celui d'un ministère de l'Education relèvent directement de ces considérations.

Pour terminer, je crois qu'il y a encore assez de bonne volonté dans le Québec, chez les laïques comme chez les clercs, pour assainir notre milieu dans le respect mutuel des uns et des autres et éviter ainsi la révolte qui est à nos portes. Il ne faudrait pas que l'opposition au père, sympolisée par le cléricalisme, porte sur Dieu lui-même et sur le respect dû au caractère sacerdotal des clercs comme représentants de Dieu.

★

L'opinion publique dans l'Eglise

La question se pose ainsi: quand nous faisons un large usage de notre droit (et de notre devoir) de parler des choses de l'Eglise en toute liberté, n'est-il pas à craindre que nos propres objections, nos pensées et nos questions critiques soient utilisées par les adversaires de l'Eglise, voire exploitées et orientées dans une tout autre direction? N'est-il pas également à redouter qu'une bonne intention de notre part, c'est-à-dire d'être utile à l'Eglise par une critique formulée en toute liberté, certes, mais aussi avec respect, ne desserve, par l'ingérence des autres, le but que l'on poursuivait?

Il est certain qu'une vue claire de ces répercussions à attendre ou à redouter est nécessaire en chaque cas particulier. Mais la crainte de telles conséquences, non point recherchées mais peut-être çà et là, inévitables, ne doit pas pour autant nous rendre pusillanimes. "Les temps sont passés où l'on pouvait espérer couvrir les dommages réels par un système de camouflage" (Anton Koch, Stimmen der Zeit) et d'ailleurs, la propagande des ennemis de l'Eglise trouverait encore des armes pour ses assauts, même si la discussion au sein de l'Eglise, supprimée par la crainte d'une mauvaise utilisation chez les adversaires, n'en fournissait plus.

(...) Quand le monde reconnaîtra l'existence d'une opinion publique libre dans l'Eglise (et ce sera pour lui-même une grande surprise) ce n'est pas la déception qui en résultera mais au contraire davantage de crédibilité (souligné par l'auteur).

Otto ROEGELE
directeur de l'hebdomadaire catholique Rheinischer Merkur de Cologne

L'ARTICLE 9a
du programme libéral

Jean-Paul Lefebvre

"La Conférence encourage les gouvernements à considérer l'éducation des adultes comme partie intégrante de leurs systèmes nationaux d'éducation et non pas comme un simple supplément."

Résolution adoptée à la 2ème Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation des adultes (1960).

"L'éducation appartient au peuple comme le soleil appartient aux fleurs".

M. F. S. Gründtvig

Si vous avez en main le programme électoral du parti libéral du Québec, vous chercherez en vain un article 9a. Apparemment, cet article est donc inexistant et pourtant je le perçois, sans doute un peu comme le petit prince de St-Exupéry voyait un mouton dans le croquis d'une caisse que lui avait dessiné son ami. Hors l'existence du mouton, la caisse n'aurait pas eu de sens pour le petit prince; hors l'article 9a, je doute fort que le reste du programme libéral puisse passer entièrement dans la réalité. C.Q.F.D.? D'accord. Mais ne nous hâtons pas de rédiger l'article 9a, voyons d'abord dans quel voisinage il s'inscrit.

Les promesses libérales qui m'apparaissent les plus significatives concernent l'éducation, les ressources naturelles et l'expansion économique. Dans le domaine de l'éducation et de la culture on nous promet tout d'abord la gratuité scolaire et diverses autres initiatives visant à favoriser l'éducation et la culture. La création d'un conseil d'orientation économique et d'un ministère des richesses naturelles doivent, par ailleurs, planifier et stimuler le développement économique de la province, augmentant ainsi la production et l'emploi; tandis que l'adoption d'un Code du Travail nous laisse espérer une plus grande mesure de justice dans le partage des fruits de cette production.

Pour réaliser son programme, le gouvernement devra combattre, ou du moins contrarier, un grand nombre d'intérêts particuliers. Le "New deal" que nous a promis M. Lesage (il a parlé d'un changement de vie) s'adresse à une population qui n'a malheureusement pas à se vanter, ni de son niveau de scolarité, ni de ses records de civisme, deux barêmes importants pour mesurer les chances de succès d'un programme qui vise à instaurer des réformes sociales et économiques d'envergure.

Quant au niveau de scolarité, il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici un passage du mémoire que soumettaient les centrales syndicales au surintendant de l'Instruction publique, le 12 février 1958: "...la fréquentation scolaire, parmi nos jeunes de 14 à 20 ans, est scandaleusement inférieure à ce qu'elle devrait et pourrait être. A cet égard, la province de Québec se classait, en 1951, au dernier rang des provinces canadiennes. La fréquentation scolaire des jeunes de 14 à 20 ans s'établissait alors, dans le Québec, à peu près au même niveau que dans l'ensemble du Canada vers 1925. Nous sommes à ce point de vue en retard d'environ vingt-cinq ans sur le reste du pays.

"Si désagréable qu'elle soit pour notre amour propre, l'acceptation de la réalité telle qu'elle est, nous semble un meilleur point de départ pour une action positive et constructive que l'optimisme aveugle ou intéressé dont on nous donne trop souvent le spectacle".

...IL AURAIT FALLU PARTIR A POINT

Au chapitre de la conscience civique, il serait superflu de refaire ici un procès qui après nous avoir humiliés devrait nous inciter à passer à l'action. Pour qu'"un changement de vie" soit possible, il faut faciliter, à tous ceux qui sont aujourd'hui des adultes, l'accès aux sources d'information et de culture qui en feront des citoyens plus conscients et plus actifs dans la communauté. Cela s'impose sans doute dans tous les pays du monde, mais avec une particulière urgence chez nous.

Si l'on songe aux responsabilités de l'Etat en matière d'éducation des adultes, il serait facile de prouver que nous sommes très en retard sur la plupart des provinces canadiennes. Je n'écris pas sur *toutes* les provinces parce que je n'en suis pas sûr et que les documents sont rares qui nous permettraient de faire une évaluation rapide dans ce domaine. De mémoire, cependant, je peux citer la Nouvelle-Ecosse, la Saskatchewan, et la Colombie-Britannique où les gouvernements provinciaux ont institué un département d'éducation des adultes. Quant à l'Ontario, nous pouvons lui envier le "Community Program Branch" de son Ministère de l'éducation.

Je ne veux pas entreprendre ici de remettre à date l'évolution que j'avais tenté de faire en 1955 (1), des réalisations du Canada Français en matière d'éducation des adultes. Je me contente-

rai d'affirmer que les associations et mouvements privés ont fait beaucoup, dans notre province, en particulier. L'Etat provincial n'a presque rien fait (les universités guère plus...).

L'urbanisation rapide et la montée en flèche de nos industries constituent d'autres facteurs qui devraient nous inciter à une action immédiate. Ces transformations de notre milieu se sont en effet opérées avec une rapidité telle qu'elles ont bouleversé les modes traditionnels de culture et d'information et créé, chez l'ensemble de la population, un immense besoin d'éducation. Chez nous autant qu'ailleurs, et peut-être davantage, il y a lieu d'affirmer que l'éducation doit être un processus continu car aucun individu, à quelque classe qu'il appartienne et quelle que soit sa fonction sociale ne peut considérer que son éducation scolaire lui a fourni un bagage suffisant pour faire face à ses responsabilités d'*homo economicus* et de citoyen. (2)

UN MODÈLE A IMITER

Avant de rédiger l'article 9a, je veux évoquer brièvement l'expérience européenne et particulièrement les réalisations des Scandinaves dans le domaine de l'éducation des adultes. Si fiers que nous soyons de notre haut standard de vie, nous avons habituellement la décence et la franchise de reconnaître les valeurs culturelles, fort enviables, de la vieille Europe. Un nouvel acte d'humilité nous est suggéré par l'inventaire d'un secteur particulier de la culture où nous sommes certainement très en retard en comparaison de nos amis européens, soit le domaine de l'éducation des adultes. Une étude, même rapide, des institutions européennes pour l'éducation des adultes étonnera l'observateur d'Outre-Atlantique, tant par sa diversité que par la multitude de ses réalisations. Parmi ces réalisations, les folkhighschools, ou Ecoles Supérieures Populaires, des pays scandinaves présentent un intérêt tout particulier. C'est sans doute pour cette raison que les Américains n'ont pas voulu rester étrangers à cette invention des Scandinaves et qu'ils ont choisie d'en bénéficier eux-mêmes en organisant l'American-Scandinavian Foundation. Au mois d'août de chaque année, un contingent de citoyens américains quitte New-York pour la Scandinavie afin d'y faire un séjour d'étude de 10 mois dans l'une ou l'autre des Ecoles Supérieures Populaires. Ce groupe de stagiaires comprend des gradués de diverses universités américaines et des personnes engagées dans le domaine de l'éducation des adultes.

On compte près de 300 Ecoles Supérieures Populaires dans les quatre pays scandinaves et c'est par dizaines de milliers que les citoyens de toutes les classes s ociales viennent y faire des stages. Bon nombre de ces écoles sont maintenant intégrées à l'enseignement public et reçoivent de l'Etat de généreuses subventions. La longueur des stages d'étude varie de quelques jours à deux années complètes. Les programmes d'étude sont fort différents d'une école à l'autre et aussi d'une session à une autre, mais partout le but premier de l'école semble être d'assurer le développement de la personnalité et de former de bons citoyens. Dès l'origine d'ailleurs, l'inspirateur du mouvement, M. F. S. GRUNDTVIG, avait en vue d'assurer l'éducation démocratique des citoyens car il craignait fort que ceux-ci ne soient pas suffisamment préparés à assumer les responsabilités qui incombent aux citoyens d'un pays démocratique. (La crainte serait-elle vraiment le commencement de la sagesse?) Au Danemark et dans les autres pays scandinaves, les Ecoles Supérieures Populaires sont nées dès les premières heures de l'Etat démocratique. (Au lendemain de la guerre, l'Allemagne fédérale a utilisé avec grand profit la formule des Ecoles Supérieures Populaires pour aider la population adulte à se réadapter au mode de vie démocratique). Ces écoles, nous l'avons déjà mentionné, ont grandement facilité le développement des institutions démocratiques et populaires: syndicats, coopératives, etc. Et aujourd'hui, ces divers mouvements fondent à leur tour de nouvelles Ecoles Populaires où leurs membres, et les citoyens en général, peuvent faire des stages d'étude. Dans toutes ces écoles, auxquelles il faut d'ailleurs ajouter les écoles particulières des diverses confessions religieuses, on attache une grande importance à l'enseignement du civisme et des responsabilités du citoyen.

MODERNISER LES CERVEAUX

En étudiant les réalisations scandinaves, celles des Hollandais, des Belges, des Français, des Allemands, il m'est venu à l'idée que les Canadiens

---

(1) Cité Libre — novembre 1955.

(2) Dans une communication à la dernière session de l'Institut Canadien des Affaires Publiques, André Raynauld, économiste et professeur à l'Université de Montréal, déclarait: "Il existe une unanimité exceptionnelle parmi les économistes — leurs divergences d'opinion sont en effet célèbres — sur les facteurs qui commandent le développement et la croissance de la production. Dans une première catégorie fourre-tout, nous plaçons ce que les philosophes appelleraient les causes lointaines du développement et ce que l'historien Rostow a désigné par des "propensions". Celles-ci comprennent l'ensemble des réactions d'une société aux motivations d'ordre économique; du point de vue de l'individu, elles comprennent le conditionnement social et historique dans lequel son action s'inscrit, conditionnement marqué par le système prédominant des valeurs, par les institutions politiques, juridiques et autres et l'efficacité avec laquelle elles remplissent leurs fonctions, par les attitudes en face de la connaissance et le tempérament national. C'est ce qu'on appelle, faute d'expression plus adéquate, le "climat social" chez Schumpeter ou encore le "spirit of the people" chez Alfred Marshall. Ces propensions agissent sans aucun doute sur la croissance économique, même s'il appartient plutôt au sociologue qu'à l'économiste d'en faire l'analyse. Nous ne sommes même pas loin de penser que si on approfondit suffisamment l'observation de la réalité sociale, ce sont peut-être les seules causes véritables du développement économique d'un pays."

pourraient faire davantage pour moderniser les cerveaux. N'est-ce point, en effet, notre "équipement" le plus précieux, pour employer un terme si hautement respecté dans notre civilisation technicienne. Nous avons grand besoin de centres communautaires où tous les citoyens pourraient aller passer quelques jours, ou quelques mois, pour réfléchir sur leurs problèmes de tous les jours et rechercher par cette voie, la plus pratique, l'acquisition des connaissances qu'il importe de posséder pour vivre une vie heureuse, pleine et utile. Comment fonctionne notre système parlementaire, quelles sont les caractéristiques générales de la psychologie de l'enfant, comment peut-on administrer sagement un budget familial, comment faut-il réagir devant la radio, la presse, le cinéma, la télévision, que faut-il penser de l'immigration, qu'entend-on par "libertés civiles", d'où vient la démocratie, autant de questions auxquelles beaucoup de nos concitoyens ne sauraient apporter de réponse adéquate. Vraiment, nous avons besoin de ces écoles nouveau genre, pour les adultes.

Que pourrait-on faire chez nous pour adapter les "modèles" scandinaves à notre situation particulière? Il faudrait tout d'abord fonder un Service de l'éducation des adultes au sein du ministère de la Jeunesse (en pratique, le Ministère de l'Education). Incidemment, l'on pourrait se demander si un tel Service ne devrait pas plutôt dépendre du Ministère des Affaires culturelles? Je crois, pour ma part, qu'il vaudrait mieux loger l'éducation des adultes dans le ministère qui s'occupera de l'éducation tout court, d'abord pour bien marquer que l'on admet la théorie et le fait de l'éducation continue, et aussi pour mieux coordonner les activités d'éducation des adultes avec l'ensemble du système d'enseignement.

Le Service de l'éducation des adultes ainsi mis sur pied par le gouvernement provincial devrait seconder l'effort de tous les groupes privés dans ce domaine, qu'il s'agisse des Chambres de commerce, des syndicats ouvriers, des associations coopératives (1), ou des mouvements d'action catholique. Qu'on se rassure, je ne propose pas que le gouvernement prenne en charge les responsabilités propres de ces diverses associations, mais bien plutôt qu'il leur apporte son concours strictement pour les fins raisonnablement identifiées comme appartenant au secteur de l'éducation des adultes.

Le Service devrait se soucier d'une façon toute particulière d'aider un organisme comme l'Institut canadien d'éducation des Adultes auquel la précédente administration provinciale procurait un support financier au compte-gouttes et sans proportion avec l'importance sociale et culturelle de l'Institut.

DES MAISONS DU PEUPLE

L'une des premières tâches du Service de l'éducation des adultes serait d'établir deux centres pilotes pour la formation des adultes. Ces centres, situés respectivement dans les régions de Montréal et de Québec, devraient être équipés pour accueillir une centaine (deux groupes de 50 à la fois) d'adultes pour des stages dont la durée pourrait varier entre deux jours et un mois.

Dans l'établissement de ces Folkhighschools, version québécoise (nous pourrions peut-être les appeler les "Maisons du peuple", sans qu'il soit nécessaire que l'on nomme aussi des Commissaires du peuple!) l'expérience des pays européens pourrait évidemment être mise à profit. Je crois même que nous pourrions innover et nous placer à l'avant-garde dans le domaine du Residential Adult Education en établissant nos centres de formation en plein centre de nos villes. Il est sans doute prématuré d'ouvrir ici le débat sur les avantages respectifs de la grande nature et des ressources urbaines pour favoriser l'éducation des adultes. C'est un débat que nous aurions peut-être eu profit à approfondir lorsque s'est posé le problème de la localisation de nos universités.

En plus de mettre occasionnellement ses locaux à la disposition des associations et mouvements privés, le Service de l'éducation pourrait organiser ses propres sessions dans tous les secteurs qui ne sont pas déjà bien couverts. C'est ainsi, par exemple, qu'il serait urgent d'établir des stages de formation pour ceux qui désirent se spécialiser ou se perfectionner en éducation des adultes. Parmi ces derniers on compte certainement un nombre impressionnant de fonctionnaires provinciaux: agronomes, gardes-malades, inspecteurs de toutes sortes qui accomplissent en grande partie une tâche d'éducateurs des adultes à laquelle ils ont dû s'initier par eux-mêmes, n'ayant reçu que peu ou pas du tout de secours de leur employeur sur ce point. J'ai personnellement la conviction

---

(1) La province de Québec compte environ 2000 coopératives de toutes sortes, les principaux secteurs étant ceux des caisses populaires, coopératives agricoles, d'habitation et de consommation, sans oublier les mutuelles d'assurances. Toutes ces entreprises sont en même temps des associations au sein desquelles l'éducation des membres joue un rôle considérable. Parce que le mouvement coopératif chez nous est largement décentralisé (comme l'est d'ailleurs notre syndicalisme d'origine canadienne) les ressources disponibles pour une tâche aussi gigantesque que l'éducation coopérative de plus d'un million de sociétaires (éducation coopérative et économique, forcément, sous peine d'être une éducation à courte vue vouée à l'inefficacité) sont limitées. Jusqu'à date, le gouvernement provincial a fourni une aide à l'éducation coopérative, dans le secteur agricole; quant aux autres secteurs, ils ont dû se débrouiller par eux-mêmes et par l'intermédiaire du Conseil de la Coopération du Québec, un organisme de coordination financé par les coopérateurs eux-mêmes. Un gouvernement qui ne serait pas entièrement dominé par les commis de la haute finance capitaliste devrait faire plus pour répandre la formule coopérative et consolider un mouvement susceptible d'apporter une contribution très importante à l'essor économique de notre province.

que chez les fonctionnaires autant que dans la pléiade d'associations, de toutes sortes que l'on trouve dans notre milieu, c'est par centaines que les inscriptions afflueraient pour un stage comportant une initiation à l'utilisation des moyens de communication, (presse-radio-T.V.-films), un entraînement aux méthodes de discussion et aux techniques diverses de l'organisation communautaire.

Dans un autre ordre d'idées, pourquoi le Service d'éducation des adultes de l'Etat provincial ne se verrait-il pas confier la tâche de faire connaître et de vulgariser les données recueillies par le Conseil d'orientation Economique et les équipes de chercheurs que le parti libéral a promis de mobiliser? Il serait intéressant, par exemple, que les groupes de syndicalistes, de maires, d'industriels et de leaders agricoles se retrouvent à une session où l'on étudierait les données de la planification économique régionale.(1)

Sans ce souci de former les leaders locaux susceptibles de mettre en oeuvre ou de bloquer les politiques d'ensemble dont nous avons besoin, les plus savantes trouvailles de nos meilleurs experts risquent de rester lettre morte.

Voilà, le temps est venu de rédiger l'**article 9a**.

ARTICLE 9a

créer, au sein du Ministère de la Jeunesse (et de l'éducation) un Service de l'éducation des Adultes. Ce Service aura pour fonctions:

a) d'assister de diverses manières les associations et mouvements privés qui s'occupent de l'éducation des adultes;
b) d'encourager et coordonner les initiatives prises par les maisons d'enseignement dans le domaine de l'éducation des adultes;
c) de créer des "centres de formation" des adultes (appelés "maisons du peuple"?).

Je ne réclame pas de droits d'auteur sur la rédaction de l'article 9a et je l'abandonnerais volontiers à quiconque aurait la possibilité d'en faire une réalité québécoise.

★

(1) Je réfère à la méditation des membres du Conseil d'Orientation Economique deux extraits d'un article d'Henri Chambre, dans la livraison de mai 1960 de la Revue de l'Action Populaire: "Les sociétés qui s'industrialisent doivent pouvoir proposer à leurs membres des visées (idéaux, idées-fordes, programmes) qui leur apparaissent susceptibles d'orienter et de donner une signification à leurs efforts quotidiens, au-delà de la quête des intérêts immédiats..." "l'économie est pour l'homme: elle doit lui assurer les moyens de maîtriser toujours mieux la nature et d'élever la condition humaine tout entière, donc le niveau de vie des hommes constituant la nation et plus largement l'humanité, mais aussi le niveau culturel et le niveau spirituel de tous les hommes. La rationalité est une caractéristique essentielle du savoir économique et de la politique économique. **Mais on doit se garder de proposer de remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses, car alors très vite l'homme se trouve réduit à n'être qu'un objet parmi d'autres dans la société.** (Le souligné est de moi — J.P.L.)

Humour involontaire

Relevé dans Le TEMPS, (29 sept. 1960) organe officiel de l'Union nationale, récemment vendu par M. Martineau à M. J. D. Bégin, s'il faut en croire l'ex-chef du parti, M. Antonio Barrette:

Au cours de la session d'urgence, la semaine dernière, l'hon. Yves Prévost, chef parlementaire de l'Union nationale, a évoqué les malheurs qui ont fondu sur le parti depuis quelque temps. "Nous avons été durement éprouvés, dit-il. Mais c'est dans les jours difficiles qu'un parti montre ce qu'il est vraiment".

En effet!!!

Notre civilisation

Paneau-réclame à la sortie d'une grande ville américaine:

**RESPECTABLE PEOPLE
LOVE GOD!**

Slogan publicitaire d'une chaîne (canadienne) de magasins:

**FOLLOW THE HAPPY CROWD
TO SATISFACTION!**

SUR LA FÉCONDITÉ DES HOMMES

Jacques Henripin

"Moins une question est connue de l'opinion, plus sont passionnés les avis à son endroit et solides les préjugés."(1)

C'EST précisément à propos du problème de la population dans le monde qu'Alfred Sauvy faisait cette remarque. Or, il semble bien que l'aspect de cette question qui suscite le plus de réactions affectives est celui de la fécondité des hommes. Les plus terrorisés iront jusqu'à recommander de priver d'aide économique les pays qui n'auront pas établi un système de diffusion des pratiques contraceptives; les optimistes, eux, ne verront que les quelques régions fertiles de la planète qui restent encore à peu près vides et n'hésiteront pas à contester ce qu'il y a de plus sûr parmi les connaissances récemment acquises sur ce problème.

Ces attitudes entraînent de multiples confusions. Et parmi les raisons qui peuvent les expliquer, on a parfois lieu de se demander s'il faut chercher la naïveté ou la malhonnêteté. Faut-il des exemples? Celui qui affirme qu'une diminution de la natalité est souhaitable dans certains pays se verra d'abord décerner le qualificatif de malthusien. Peu importe ce que cela veut dire; le mot semble avoir un pouvoir de stigmatisation et cela suffit à susciter une bonne dose de méfiance à l'endroit de celui qui en est taxé. Il sera ensuite accusé d'oublier les ressources naturelles inexploitées que recèle la Terre et les merveilles que l'essor de la technique nous réserve. Et si l'attaque vient d'un catholique, il y a de fortes chances que notre homme se voie rappeler l'existence d'une Providence à Qui il aurait oublié de s'en remettre.

Il me semble qu'une bonne partie de ces confusions peuvent être évitées si l'on prête d'abord quelqu'attention à la réalité. Sans doute, les observations et les analyses de cette réalité ne permettent pas de répondre à toutes les questions. La science n'a encore réussi à dévoiler qu'une bien faible partie du mystère. Et dans ce qu'elle a découvert, il y a peu de certitude. Mais on y trouve parfois du probable et ce probable mérite une certaine soumission.

(1) Alfred Sauvy, "De Malthus à Mao Tsé-Toung", Paris, Denoël, 1958, p. 7.

LA RÉALITÉ

Il faut, je crois, commencer par le plus élémentaire. Ceux qui préconisent le maintien de ce que j'appellerai la fécondité "non dirigée" — que ce soit pour les pays sous-développés ou pour les autres — ne se rendent pas toujours compte des implications de leur position. Jetons donc un rapide coup d'oeil sur le potentiel de reproduction des hommes. Si une population jouit des conditions de mortalité correspondant à peu près à celles qui existent présentement dans les pays occidentaux et si les femmes de cette population se marient à 25 ans, cette population va plus que tripler en une génération, c'est-à-dire en 30 ans environ(1). Elle se multiplie par 50 en l'espace de 100 ans! C'est à peu près ce qui arriverait au Canada si les couples ne limitaient pas leur descendance. Sans doute, les pays sous-développés n'ont-ils pas encore une mortalité aussi faible que la nôtre. Mais plusieurs s'en rapprochent. D'autre part, l'âge moyen au mariage y est souvent très inférieur à 25 ans, ce qui accroît évidemment leur fécondité par rapport à ce que nous supposons ici. D'ailleurs, plusieurs pays ont déjà des taux de croissance démographique qui correspondent à peu près à la multiplication par trois de la population en trente ans.

LE COÛT DE LA CROISSANCE

Or cette croissance comporte un coût énorme et dans certains cas non supportable par la population elle-même. Il faut ici dissiper une confusion trop répandue: dire qu'une population croît trop vite ne veut pas dire qu'elle a atteint un volume trop grand. Il est souhaitable, par exemple, que la population du Canada devienne plus nombreuse; cela ne signifie pas qu'il est souhaitable qu'elle s'accroisse de quatre ou cinq pour cent par an.

Les problèmes sont plus épineux lorsqu'un pays est pauvre et surtout si la densité de la population est forte. Il est facile de voir pourquoi. On admettra facilement que la production de biens économiques doit croître au moins aussi vite que la population. Mais on ne peut accroître la production sans accroître le capital, c'est-à-dire sans

(1) Voir A. Sauvy, "Théorie générale de la population, II: Biologie sociale", Paris, P.U.F., 1954, pp. 106-108.

faire des investissements: irrigation, usines, éducation... etc. Plus on veut faire croître la production, plus les investissements devront être importants. Cela veut aussi dire: plus grande sera la fraction du potentiel productif qui devra être consacrée à la production des biens d'investissement et enlevée à la production des biens de consommation. Un exemple: une population croît de 2% et veut augmenter son niveau de vie de 2% par an (cela est un objectif minimum dans le cas des pays pauvres, puisqu'en le réalisant on ne fait que maintenir l'écart des niveaux de vie par rapport aux pays riches). Cette population devra alors sacrifier 15 à 20% des biens de consommation qu'elle pourrait produire afin de réaliser les investissements nécessaires. Un tel effort est impossible pour les pays sous-développés.

QUOI FAIRE?

En principe, quatre solutions se présentent: accroissement de la mortalité, migrations, aide économique, réduction de la natalité. La première est inacceptable; la deuxième, illusoire: la population des pays sous-développés croît d'environ 40 millions chaque année. On ne peut envisager de faire migrer le quart de ce chiffre. Restent l'aide économique et la réduction de la natalité. Théoriquement, les mesures économiques pourraient suffire, au moins pendant un certain temps. Je dis "pendant un certain temps", parce que, quoiqu'il arrive, le maintien des taux actuels de croissance démographique conduirait à des conditions intolérables. On a calculé, par exemple, que si le taux de croissance de la population du monde se maintient, il n'y aura plus qu'un mètre carré par habitant dans 600 ans. Mais restons dans le présent. Les pays sous-développés ne pouvant eux-mêmes s'assurer une croissance économique suffisante, ils se tournent vers les pays mieux nantis, à qui ils demandent capitaux, techniciens et un régime de prix plus stables sur les marchés internationaux. Il n'est pas impensable que ces mesures économiques puissent être suffisantes, sans qu'on soit obligé d'avoir recours à la "solution" démographique. Par exemple, le montant des dons ou prêts de capitaux nécessaires ne dépasserait pas celui du budget de la défense des Etats-Unis.

Mais, en fait, les hommes sont moins sages et moins fraternels qu'on ne le voudrait et l'aide économique est dérisoire, eu égard aux besoins. Le Canada, par exemple, fournit une assistance qui ne dépasse pas le dixième de ce qu'il devrait donner ou prêter aux pays sous-développés. Le problème est de savoir si les Canadiens supporteront un gouvernement qui épongera deux milliards de dollars de leurs revenus (à peu près l'équivalent de l'impôt personnel sur le revenu) pour assister les pays sous-développés. S'ils ne le supportent pas, on a lieu alors de s'interroger sur la profondeur de la charité dont les peuples chrétiens sont les dépositaires.

LA "SOLUTION" DÉMOGRAPHIQUE

Une course est engagée entre la croissance de la population et celle de la production des biens économiques. Pour que le niveau de vie s'améliore, il faut que le deuxième coureur l'emporte. Il aura évidemment plus de chances si son adversaire ne va pas trop vite. Et devant l'ampleur de la tâche, plusieurs pays ont adopté des mesures de ralentissement de la croissance démographique. A cet égard, les migrations constituent plus un cataplasme (utile, il est vrai) qu'un véritable remède. J'entends par là qu'elles peuvent soulager un pays du trop plein de sa croissance, mais elles ne touchent pas la source des difficultés et la population conserve son potentiel démographique excessif, qu'il faudrait éponger indéfiniment (1). Il faut donc réduire la natalité. Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici de donner des directives à qui que ce soit, mais de savoir ce qui paraît souhaitable ou défendable. D'autre part, l'action sur la natalité n'est pas en elle-même une solution complète et elle ne constitue pas un substitut aux efforts économiques. D'ailleurs, les mesures économiques sont d'autant plus nécessaires que, de toute façon, la population des pays sous-développés va croître considérablement. Si efficace que soit la politique de réduction de la natalité en Inde, la population de ce pays croîtra de 60% environ en 30 ans. Il n'y a donc rien à négliger du côté de l'aide économique. Bref, je pense qu'on n'a pas à choisir entre solution économique et solution démographique. Les deux s'imposent. Cependant, la deuxième solution soulève controverses et problèmes. Sans prétendre résoudre les difficultés, on peut essayer d'éclairer le débat. Il se situe sur deux plans: celui de l'objectif lui-même et celui des moyens à prendre si l'on admet sa poursuite.

CONTROVERSES SUR L'OBJECTIF

On ne trouve qu'une seule opposition massive à la réduction de la croissance démographique: la doctrine communiste orthodoxe. Pour les Soviétiques, il n'y a pas de problème de population. Si un pays est en difficulté à cause de sa population, c'est parce qu'il n'a pas adopté le bon régime économique. Notons que la doctrine communiste, sur ce point, est fort peu élaborée. Si l'on cherche les explications de cette position dogmatique, on trouve: a) l'insuffisance des recherches et des connaissances en matière de démographie économique; b) la situation particulière de l'U.R.S.S.:

---

(1) Parmi les mesures économiques, il faut aussi distinguer les cataplasmes des remèdes. Il faut tendre à donner aux pays sous-développés la possibilité de vivre un jour par eux-mêmes. Le don de denrées alimentaires peut certes soulager la misère, mais il n'implante pas dans le pays de nouveaux pouvoirs productifs.

"dans un pays disposant d'immenses ressources naturelles inexploitées, les savants sont moins enclins à reconnaître la possibilité d'une surpopulation"(1). Cette situation commence à se modifier et d'autre part, la natalité de ce pays n'est pas plus forte que celle des Etats-Unis. On comprend alors que les communistes n'aient pas manqué de se doner le beau rôle en déclarant que les problèmes de population ne se posent qu'en régime capitaliste. Signalons d'ailleurs que, de 1956 à 1958, la Chine s'est écartée de cette position doctrinale et que ce pays a annoncé qu'il se proposait de réduire sa natalité de 50% en dix ans. Depuis, la Chine semble être rentrée dans l' "ordre".

LES PROBLÈMES DE LA LIMITATION DES NAISSANCES

Deux types de moyens se présentent: le recul de l'âge au mariage et la prévention des naissances à l'intérieur du mariage. L'efficacité du premier moyen est assez faible: avec une faible mortalité et une fécondité non dirigée dans le mariage, il faudrait que les femmes ne se marient qu'à 32 ans pour limiter l'accroissement de la population à un doublement en 30 ans, ce qui est encore très rapide et onéreux. Et cela supposerait, évidemment, qu'il n'y a pas trop d' "accidents" hors du mariage, ce qui est loin d'être acquis pour un tel régime.

Reste la prévention des naissances dans le mariage. Elle est largement pratiquée par tous les peuples occidentalisés, catholiques ou non. Les couples canadiens-français, par exemple, ont réduit leur fécondité d'environ 40% par rapport à ce qu'elle était pendant les deux premiers siècles de leur histoire. Et pour un grand nombre de populations européennes, la réduction est de l'ordre de 70% d'après les calculs du démographe Louis Henry. Les méthodes employées sont l'objet d'une divergence de vues très marquée. C'est là-dessus que l'Eglise catholique a adopté une attitude formelle et catégorique, condamnant toute intervention qui fait obstacle au déroulement naturel de l'acte sexuel. Je n'ai pas l'intention de défendre la position morale de l'Eglise (1). Il me paraît évident qu'elle fait appel à un certain héroïsme. Mais pourquoi s'en étonner? Ce n'est pas le seul point sur lequel le christianisme y fait appel. Quant à savoir si cet héroïsme est supportable pour la plupart des gens, je suis tenté de répondre qu'il ne l'est pas plus que celui qu'exige la charité. Dans les deux cas, il y a un abîme entre l'idéal imposé ou proposé et la réalité. Mais il y a aussi une différence: dans le cas de la morale sexuelle, les actes à poser et à proscrire sont clairement définis; dans le cas de la charité, les exigences sont moins précises et l'on se tranquilise plus facilement. Quoiqu'il en soit, je crois que l'Eglise cristallise des éléments d'une sagesse qui n'est peut-être pas superflue, en face des dangers que présenterait une civilisation axée sur des techniques trop faciles jusque dans le domaine de la procréation.

Mis à part l'aspect moral de la prévention des naissances, celle-ci pose d'autres difficultés: problèmes d'efficacité et problèmes de civilisation. L'efficacité est incontestable dans les pays occidentaux, mais on ne sait pas ce qui a constitué l'élément déterminant: éducation générale, urbanisation, industrialisation, façon de concevoir la vie, etc. Dans les pays sous-développés, on n'a pas encore réussi à diffuser, à l'échelle de toute la population, l'usage efficace des contraceptifs ou de la continence périodique. Les expériences limitées qui ont été réussies (au Japon par exemple), l'ont été à un coût assez élevé et l'histoire des pays occidentaux laisse entendre que le processus sera long. Mais la découverte d'un contraceptif efficace, facile d'emploi, peu coûteux, ne suscitant pas de répugnance et ne présentant aucun danger, pourrait modifier complètement les perspectives, tout en suscitant d'autres inquiétudes.

Jamais une population n'a eu à sa disposition un tel moyen et l'on ne sait si, jouissant d'un instrument aussi puissant, les hommes n'en abuseraient pas au point de s'engager sur la voie de l'extinction graduelle de la population. Déjà, avec des moyens moins efficaces, plusieurs populations occidentales s'étaient avancées sur cette voie avant la dernière guerre. La lutte contre la vie est devenue excessive. Autre problème: la mécanisation de la reproduction humaine ne risque-t-elle pas de saper sérieusement ce qui reste de gratuit, de généreux, d'inattendu chez les hommes modernes? Avec les stimulants, les calmants, les vaccins, le travail chronométré et sans joie, les enterrements, baptêmes et mariages stéréotypés, la publicité et tout ce qui est devenu standardisé, quelle distance nous séparera du "meilleur des mondes" de Huxley, lorsqu'on aura aussi mécanisé la procréation?

On peut faire des perspectives de population avec un degré de probabilité satisfaisant. Mais on ne peut prévoir ce que serait une civilisation de la pilule stérilisante. Les hommes, avec leurs techniques, restent des apprentis-sorciers. Espérons que des maîtres-sorciers sauront indiquer au moment opportun les chemins de la sagesse et qu'ils seront écoutés. Les hommes sont menacés par leurs techniques de réduction de la natalité aussi bien que par leur forte croissance et leur liberté, il me semble, ne sera sauvegardée que s'ils évitent les deux dangers.

★

---

(1) A. Sauvy, "Vues générales sur la population soviétique et sur les concepts soviétiques, en matière de population", dans "Population", numéro spécial consacré à l'U.R.S.S. et sa population, juin 1958, p. 9.

(1) Voir sur ce sujet: S. de Lestapis, "La limitation des naissances", Paris, Spes, 1958.

LE PHÉNOMÈNE "FRÈRE UNTEL"

Georges Dufresne

IL y a un an, le Frère Untel n'existait pas. Sa vie publique a commencé avec une lettre dans *Le Devoir* du 3 novembre 1959. Puis il y eut une autre lettre publiée le 30 avril de la présente année et une troisième le 14 juin. Enfin, le 5 septembre, les Editions de l'Homme lançaient "Les Insolences..." Bilan quinze jours plus tard: vingt-trois mille exemplaires vendus et des commandes en souffrance dans toutes les librairies.

Pareille éruption a de quoi surprendre, d'autant plus que le volcan en l'occurrence est un Frère enseignant, un membre de cette classe dont on savait bien qu'il ne fallait rien attendre de spectaculaire si ce n'est dans l'ordre du ridicule (qu'on pense aux rôles de Frères dans le théâtre de Gratien Gélinas et d'André Laurendeau). Alors pourquoi le Frère Untel?

J'accorde qu'il a eu des prédécesseurs: le Frère Marie-Victorin, qui nous a bousculés dans la réalité de la science alors que les dignitaires au-dessus de lui restaient fascinés par les exercices de voltige de Mgr Paquet; le Frère Clément Locquell qui, précisément par un roman (qui paraît timide aujourd'hui) sur la vie des Frères enseignants, a plongé dans la vie littéraire contemporaine la plus authentique.

UN PAMPHLÉTAIRE

Mais avec le Frère Untel nous avons quelque chose de plus, un véritable pamphlétaire, qui mord à pleines mâchoires dans certains de nos principaux tabous. Nous avons eu avant lui des pamphlétaires laïcs, Asselin, Valdombre, Fournier surtout, pour en nommer quelques-uns. Aucun d'eux n'a connu ce succès comme une traînée de poudre et surtout n'a produit au fond de nous cette impression obscure qu'après bien des grondements et des tremblements du sol c'était l'avalanche véritable qui commençait. Encore une fois, pourquoi le Frère Untel?

Evidemment, il y a la conjoncture.

Au-delà de celle-ci, il faut dire en préambule qu'il est hasardeux de répondre lorsqu'on ignore presque tout du Frère Untel, à partir seulement du peu qu'il a choisi de révéler sur lui-même et des indications qui se dégagent plus subtilement de ses écrits. Aussi ce n'est pas une réponse que je veux apporter mais quelques réflexions qui me sont venues à lire et relire les textes et aussi la chaleureuse préface d'André Laurendeau.

Celui-ci écrit du Frère Untel: "C'est un Frère en chair et en os, membre d'une communauté précise, chargé d'une fonction régulière dans une ville de province. C'est un homme enthousiaste et simple. Il aime les choses et les mots savoureux... son goût instinctif le porte vers les gens simples... Il a gardé de la naïveté, mais un peu roublarde. Il a souffert... fils, soumis quand même, qui se plaint des sécheresses d'une autorité trop ritualiste et trop lointaine. La déception... ne le rend pas amer... il a gardé sa bonne humeur... je lui souhaite de garder son goût du réel et sa limpidité." Le Frère Untel lui-même, nous apprend qu'il a "étiré" dans un sanatorium "les six plus belles années de (sa) jeunesse." Ailleurs, il écrit: "...je ne suis qu'un Frère enseignant, autant dire un prolétaire de la sainte Eglise (version québecoise)." Je pense que nous avons ici des éléments importants pour expliquer le phénomène que constitue le Frère Untel. ....

Bonne humeur, goût du réel, limpidité. Il est évident que le style du Frère Untel a une large part dans son succès, plus encore le style de sa pensée que la forme elle-même. Il est inégal (il le sent lui-même et c'est un peu pour cela qu'il écrit: "C'est à la hache que je travaille"), mais quelle profusion d'éclairs! Et aussi cette absence d'amertume, cette critique joyeuse en même temps que féroce, c'est vraiment une chose toute neuve pour nous trop habitués aux critiques en colère. Il y a eu Hertel et son humour, je sais bien, mais c'était un humour de loup maigre. Dans la bonne humeur du Frère Untel il y a une indulgence, au moins une tolérance, dont le mariage avec une critique si ardente est tout à fait insolite chez nous.

EQUILIBRE

En réfléchissant sur cet équilibre qui étonne, j'ai repensé aux six années de sanatorium et de là à l'analyse pénétrante de Thomas Mann dans "La Montagne magique" sur la psychologie des phtisiques et sur la vie de sanatorium. L'amitié du Frère Untel avec le Russe Michel Golaneck et les longues conversations auxquelles elle donna lieu encouragent la comparaison. Or, Thomas Mann, lorsqu'il décrit Hans Castorp, son héros, et les compagnons de celui-ci au sana, met l'accent sur certains traits qu'il me tente fort de supposer chez le Frère Untel, à la lumière du peu qu'il nous

révèle sur lui-même. Mann parle d'une capacité de vivre avec la plus grande intensité et avec une absence étonnante de prévoyance, comme un bois qui jetterait une flamme éblouissante sans aucunement ménager ses ressources. Cette ardeur, selon Mann et aussi d'après d'autres observateurs, jette celui qu'elle consume dans toutes les directions, à la poursuite des jouissances, des idéaux les plus purs, l'oriente vers les recherches les plus désintéressées. Elle permet une virtuosité qui fascine, mais elle s'accompagne d'un mépris pour le terre-à-terre, les conditions concrètes et même pour le probable qui pousse sans cesse ses sujets à l'évasion. Je mesure ce que cette critique a de dur. Par ailleurs, je crois qu'il faut l'évoquer parce qu'elle me paraît de nature à aider à comprendre un certain aspect du charme indéniable du Frère et à comprendre aussi ce détachement, cette façon qu'il a d'être libre de "la grande peur québecoise" qu'il décrit lui-même si bien. Peut-être aussi cela pourra-t-il aider à peser les efforts qu'il a à faire pour se colleter avec le réel.

D'AUTRES RACINES

D'ailleurs, la qualité qu'il a pour nous a d'autres racines. Et j'en viens à ce qui me paraît une clé au moins aussi importante pour comprendre le phénomène que représentent sa lucidité devant nos problèmes et son succès. C'est son appartenance, comme il le dit lui-même, à ce qui est le véritable prolétariat de notre monde québecois, la classe des Frères enseignants. Il le déclare avec un accent de boutade, mais il faut se méfier des boutades du Frère Untel, qui, je pense, est beaucoup moins simple que le dit André Laurendeau. Elles cachent toujours les critiques les plus pénétrantes. Et cette adoption du titre de prolétaires pour les Frères enseignants me paraît en être l'exemple par excellence.

Je pense, en effet, que les Frères enseignants, de fait, sont le véritable prolétariat de notre société canadienne-française. Il en est ainsi dans cette perspective que j'adopte où la Province de Québec est essentiellement un monde ecclésiastique, un monde où les pouvoirs qui comptent sont entre les mains de la hiérarchie d'Eglise, un monde par conséquent où la qualité qui donne accès à la citoyenneté à part entière c'est la cléricature. Dire cela n'implique d'ailleurs pas le rejet de l'Eglise du Québec, qui peut fort bien véhiculer la Grâce en même temps qu'elle est un organisme social orgueilleux et fermé à toute collaboration qui détruirait le caractère absolu de ses pouvoirs; rien n'empêche l'Eglise d'être dans le Royaume de Dieu même quand elle usurpe celui de César.

A l'intérieur d'un tel système, les laïcs ne sont pas des prolétaires parce qu'ils ne sont jamais définitivement possédés, ils n'ont pas été initiés dans la tribu. Ils restent plutôt soit des clients plus ou moins exploités et collaborant plus ou moins à leur exploitation soit des étrangers de diverses espèces (il y a les protestants, les juifs, les athés publics ou cachés et conscients ou inconscients, et enfin des clercs même, avec leurs fils laïcs, qui s'inspirent de l'Evangile pour combattre le système).

Dans cette société, les Frères enseignants, eux, sont des citoyens à part entière. Ils sont à l'intérieur; on ne dispute pas leurs titres. Mais la part qu'on leur accorde, c'est la part réservée partout aux prolétaires, c'est la part de l'humilié.

Or je pense que c'est cette qualité de prolétaire qui équilibre chez le Frère Untel la psychologie du phtysique et donne à sa critique son enracinement dans le réel et de là sa force.

Evidemment, il ne suffit pas d'être prolétaire. Au contraire même. La majorité des Frères enseignants constituent comme tous les prolétariats de l'histoire, une masse de gens écrasés, abêtis et soumis au point de dégoûter quiconque ne voit pas que ces défauts sont pour une large part le signe de leur état d'humiliés et que le dégoût doit porter sur la classe orgueilleuse qui les écrase.

C'est parce qu'il a de grandes qualités naturelles et, je crois, l'ardeur et le détachement du phtisique, mais aussi parce qu'il a l'enracinement, désespéré, dans le réel du prolétaire que le Frère Untel peut jouer le rôle de levain parmi ses frères et dans notre société tout entière.

Déjà, du seul fait qu'il relève la tête et parle, les prolétaires auxquels il appartient sentent leur joug bouger. Et il va être intéressant dans le temps qui vient de suivre l'évolution de l'opinion sur les Frères enseignants et des attitudes des Frères eux-mêmes.

On va essayer, on essaie les moyens consacrés(!) pour empêcher cet éveil: la conspiration du silence d'abord, puis, si la pâte continue à lever, quelque forme de condamnation. Espérons que cette politique s'avèrera inefficace à assez brève échéance. Le branle a été donné; il va falloir se défendre contre les amateurs de tampons d'ouate.

★

QUATRE CONTRE UN...

J.D.

"Il faut de l'humilité pour exercer le pouvoir avec efficacité."

(Gérard Filion.)

UN petit frère enseignant vient de publier quelques réflexions sur notre milieu social et religieux. Un recueil rempli d'intuitions étonnantes et d'observations pas banales. Quelques naïvetés, ici et là. Un cri de vérité qui perce dans un climat de restriction, de silence prudent et de crainte.

Le petit frère a toutefois commis un péché. Un péché public. C'est un pécheur public, comme ces

deux abbés qui avaient commis une autre sorte de péché public, il y a quelques années; ce qui leur fut courageusement reproché longtemps après. (A propos, sont-ils absous de leur péché? Leur archevêque à eux n'a pas l'air de s'inquiéter de leur état peccamineux.)

Le péché de Frère Untel n'est pas d'avoir tramé quelque horrible hérésie, ou d'avoir énoncé des faussetés. Rien de semblable. Son péché, c'est d'avoir négligé l'étiquette sur le colis. Il dit des choses intéressantes, vraies, mais il n'a pas toutes les permissions requises pour les dire. C'est grave.

Dans l'Evangile, on raconte que certaines gens blâmaient le Christ pour des guérisons qu'Il opérait, non pas à cause des guérisons elles-mêmes, mais parce que cela se produisait le jour du Sabbat. Voilà une histoire qui laisse songeur...

Donc c'est grave. Même si l'on peut se permettre l'hypothèse suivante: Quand les gens négligent d'obtenir toutes les permissions requises pour écrire ou qu'ils sont tentés de passer par des voies d'évitement, c'est peut-être parce qu'il est très compliqué ou presque impossible d'obtenir de telles permissions. Un canoniste compétent, prudent et pondéré nous a laissé entendre que les lois de censure des livres ne devaient pas relever d'une interprétation arbitraire, et n'avaient pas comme but de faire entendre toujours le même son de cloche. Pourtant, en certains lieux, la censure vous est peu favorable, à moins que vous ne soyez de droite et que vous ne disiez des banalités.

De toutes façons, c'est grave. Pas de dire un mensonge, ou de manquer de courage pour la vérité, mais de dire la vérité sans permission. Voilà pourquoi ils sont partis en guerre, quatre contre un, quatre prélats contre le petit Frère Untel. Tout le Bas du Fleuve. De l'Anse-aux-Baleines au Labrador, en passant par le Cap-aux-Sorciers. L'incivisme, les relations équivoques avec les politiciens, le chômage, le respect du droit d'association (pensons à l'affaire de Murdochville), l'ignorance religieuse des jeunes et leur impréparation technique, le développement de la culture populaire, voilà sans doute des problèmes sérieux. Mais pas aussi sérieux que celui de la censure des livres. C'est ce dernier problème qui exige une lettre pastorale, une lettre que les curés de paroisse de colonisation liront à leurs ouailles. Un document qui montrera qu'il y a des gens d'Eglise qui savent être présents aux vrais problèmes de notre temps.

On aurait pu penser que la découverte d'une belle intelligence comme celle de Frère Untel c'était un gain pour l'Eglise, un enrichissement pour notre milieu chrétien. Chez les prêtres et les religieux, le nombre de ceux qui ont quelque chose à dire et qui savent le dire n'est pas si grand. Un de plus, ce n'est pas de trop. Mais c'est une erreur de penser ainsi. A-t-on besoin de gens qui disent la vérité? N'est-elle pas déjà toute dite? Et n'oublie-t-on pas qu'il y a beaucoup de vérités pas bonnes à dire? Sans doute, chercher la vérité, s'exprimer avec sincérité, croire au respect de l'intelligence, c'est peut-être bien. Mais si on néglige l'étiquette, et si on parle sans le respect des formalités diplomatiques, tout cela devient un grave délit. Et on le lui fera bien voir, au petit Frère.

Quatre contre un. Que voulez-vous qu'il fasse? Frère Untel donne un témoignage d'authenticité qui reçoit un accueil chaleureux auprès de ceux qui ont soif de vérité et de franchise. Auprès d'eux, il fait autorité. Mais il n'a pas le pouvoir. Voilà sa faiblesse.



LE CARABIN
ou l'inévitable victime

Jean-Paul Gagnon

CETTE année encore, l'Association générale des étudiants de Laval renvoie l'équipe de son journal, presque sans discussion, après l'expulsion par les autorités de Laval du directeur et de deux membres de l'équipe du Carabin. Pourquoi?

LE PROBLÈME

Une chose est certaine, l'Université Laval (son administration) n'aime pas la liberté que dit avoir et que prend *Le Carabin* de la critiquer. Cette antipathie marquée qu'a l'Université à l'égard du *Carabin* produit chaque année depuis 1958 une crise impliquant *Le Carabin,* l'association étudiante (AGEL) et l'Université elle-même. Cette crise se solde un peu différemment chaque année mais la note est de même nature. En effet, chaque fois *l'AGEL, dans l'espoir d'obtenir un statut convenable, fait le jeu de l'Université, soit en blâmant ouvertement l'équipe de son journal, soit tout simplement en la renvoyant.* Sauf cette année peut-être, c'était une perte sèche pour l'AGEL: elle faisait le jeu des autorités de Laval, et sa situation ne changeait pas.

RAPPEL HISTORIQUE

En décembre 1958, Normand Lacharité est expulsé de Laval par l'abbé Garneau, modérateur, pour un article critiquant durement les Oblats de l'Université d'Ottawa. (1) L'AGEL se fâche: elle n'admet pas que l'Université se mêle de son journal... avant elle. Pour prouver qu'elle peut manier son pournal, elle renvoie Lacharité de l'équipe et lui interdit les colonnes du journal pour

---

(1) Les bons pères avait destitué d'office trois rédacteurs de la "Rotonde" sans se soucier de la Fédération des étudiants d'Ottawa.

le reste de l'année. Comme récompense de ce geste, l'AGEL demande que Lacharité soit repris à Laval. L'abbé Garneau, dont le geste a été blâmé de Vancouver à Halifax, ne veut pas céder. Le recteur de Laval est obligé d'aider Lacharité à entrer à l'Université de Montréal, et l'AGEL se mord les pouces.

Novembre 1959. *Le Carabin* publie un article de Rémi Savard intitulé: "Les octrois aux Universités ou La collusion des pouvoirs". Le recteur et Mgr Garneau (il a été promu) sont "bleus" de colère. Cependant, celui-ci ne veut pas de nouveau être la risée de la presse du Canada; il se servira de l'AGEL. Tout ira bien, car le président de l'AGEL '59 n'aime ni le directeur du *Carabin*, ni Rémi Savard. Savard est blâmé (2) et le directeur du *Carabin* est démis, ce qui entraîne son équipe. Mgr Garneau est satisfait (comblé), il n'y aura donc pas expulsion de l'Université. L'AGEL retient donc la leçon: on agit vite selon le voeu de l'Université, et on évite les expulsions. Un petit chantage anodin quoi!

1960, c'est en octobre cette fois. Chaque année, l'Université veut un plus gros morceau et plus vite: elle passe de une tête à trois, et de décembre à octobre. Migneault, directeur du *Carabin*, Desrosiers et Blanchet, membres de l'équipe, sont expulsés de l'Université. Raison? Un ou des articles, selon l'heure où vous interrogez les autorités. Quoiqu'il en soit, l'AGEL, gagnée de vitesse, se fâche encore. Cette année, elle met cependant toutes les chances de son côté. Elle renvoie l'équipe du *Carabin* pour une faute qu'elle trouve légère; aidée par un petit chantage (3), elle suspend l'impression du numéro déjà sous presse; elle rallie toute l'opinion étudiante, les uns par la position "ferme" qu'elle prend en face de l'Université, les autres en renvoyant l'équipe "impure" (4). L'AGEL fait encore le jeu de l'Université, mais cette année, elle exige des compensations:

1 — Un comité conjoint (3 étudiants, 3 professeurs, administrateurs) pour régler les statuts réciproques de l'AGEL et de l'Université. Comité qui éventuellement réglerait les différents du genre.

2 — Migneault, Desrosiers et Blanchet "doivent" être réadmis.

De plus, on laisse entendre qui si ces conditions ne sont pas remplies, il y aura des représailles. On a parlé de grève, de dissolution de l'association. Cette dernière solution me semble astucieuse. En effet, l'Université perdrait la face: "ses étudiants se considèrent si peu libres, qu'ils aiment mieux ne pas s'associer plutôt que d'avoir un "syndicat de boutique".

Au moment où nous écrivons, il semble que l'AGEL soit en train de gagner ses deux points. Est-ce un recul stratégique de l'Université, ou l'AGEL gagne-t-elle vraiment du terrain?

L'INÉVITABLE VICTIME

La fine pointe de cette évolution des relations AGEL-Université nous permet de prévoir le jour (lointain?) où les autorités universitaires reconnaîtront l'AGEL comme un corps autonome, avec lequel on doit traiter d'égal à égal. De ce fait elles accepteront que ce corps puisse s'exprimer, entre autres moyens, par un journal. A ce moment, l'AGEL sera seule capable de dire si un rédacteur du Carabin dépasse le mandat de journaliste qu'elle lui a confié. A ce stade, il faudrait que l'AGEL ait retiré le mandat donné à un rédacteur pour que l'Université puisse sévir contre lui (5). En somme, L'AGEL pourrait protéger ses officiers adéquatement.

En admettant ce "rêve" réalisé, le problème ne serait qu'à moitié réglé. En effet, on a vu, lors des trois crises relatées plus haut, la facilité avec laquelle l'AGEL blâmait ou congédiait les rédacteurs de son journal. Pour que la situation de journaliste étudiant en soit vraiment une de journaliste, il faudrait que les étudiants par leurs association (v.g. l'AGEL) acceptent, comprennent et défendent la "liberté d'expression". Or tel n'est pas le cas. Pour la majorité des étudiants, le journal étudiant ne devrait être qu'une feuille de nouvelles et de lieux communs. Si un journaliste met en question une valeur du groupe, il doit être limogé. Celui qui touche un tabou doit être réduit au silence. Que le *Carabin* soit à l'abri des foudes des autorités universitaires, il n'en sera pas moins qu'à demi protégé.

Les étudiants réagissent (enfin!) si on touche à leur droit d'association, mais ne se gênent pas pour bafouer le droit de *libre discussion*. Que voulez-vous, l'exemple vient de haut.

---

(2) On voulait aussi lui interdire les colonnes du journal, mais il s'est bien défendu.

(3) Me Guy Hudon, doyen de la faculté de Droit, menace le vice-président de l'AGEL (un étudiant en droit) de l'expulsion s'il ne suspend pas ce numéro du Carabin.

(4) L'article qui semble incriminé est une pièce où l'érotisme joue un certain rôle.

(5) Prévoyant un mécanisme d'arbitrage, dans les cas où l'AGEL et l'Université ne seraient pas d'accord.

N.D.L.R. L'article incriminé n'est pas plus défendable, aux yeux de Cité libre, que les procédés d'expulsion brutale mis en oeuvre par les autorités.

★

Essayer de comprendre

Adèle Lauzon

CEUX de nos descendants qui auront du goût pour l'examen des vieux documents pourront peut-être dans un siècle ou deux, comparer les jugements rendus par l'histoire sur la 11ième Session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies, avec l'appréciation de la presse américaine (et canadienne) de l'époque (la nôtre), sur l'événement.

Ils se rendront compte que pour une très forte proportion de l'opinion nord-américaine, cette Assemblée fut, ainsi que le nota le magazine Life: "The biggest Show on Earth", une sorte de cirque; cependant, ils apprendront qu'un président des Etats-Unis y fit un discours "historique", qu'un homme qui dirigeait alors les destinées du Canada y prononça une "courageuse" allocution pour défendre l'action de ses maîtres. Dans ces documents, nos descendants liront que le leader nationaliste N'Krumah portait une magnifique robe africaine et que cette robe a davantage attiré l'attention des Américains que ce qu'il a pu dire; ils apprendront également que Fidel Castro passait pour un fou dangereux, ridicule et mal élevé. Ils verront que tout au long de cette session, il fut amplement question, dans les informations et les commentaires, de colonialisme, de liberté, de démocratie et d'un certain nombre de notions dont l'utilisation par l'Amérique du XXe siècle semblera peut-être confuse aux étudiants de l'an 2,200 qui, espérons-le, auront alors des conceptions plus concrètes sur la valeur et la signification des mots.

RETARDS

C'est un phénomène connu des élites, que l'existence, à chaque époque artistique, d'un mouvement d'avant-garde, dont les idées et les oeuvres demeurent, au moment de leur production, incomprises du grand public, incomprises aussi par la plupart des représentants de l'élite officielle. Il semble que la même chose se produise dans la vie politique. Les grandes révolutions sont rarement prises au sérieux quand elles se produisent. Les gens en place et le grand public commencent souvent d'appeler ces révolutions par leur nom quand elles n'en sont déjà plus. Un exemple caricatural de cette incapacité de suivre le mouvement, est le cas du député fédéral (il ne l'est plus aujourd'hui), qui déclarait un jour que, bien sûr, nous avions été alliés des Russes pendant la guerre, mais qu'à cette époque, la révolution russe n'avait pas encore eu lieu. Heureusement, les hommes qui nous gouvernent ne poussent pas en général l'analphabétisme politique jusque là, mais ils ont une dangereuse tendance à ignorer ou à déformer ce qui leur déplaît ou leur fait peur. Il en va de même pour les responsables de l'information.

CONFORTABLE

Le contexte de la guerre froide entre deux blocs à peu près uniques (sauf pour un neutralisme théorique longtemps représenté par un seul pays: l'Inde) avait quelque chose de très confortable.

Nous avions nos intérêts, nos valeurs, notre conception de la vie, de la société, de l'individu; ceux de l'autre bloc avaient les leurs, diamétralement opposés, bien sûr. Ils étaient divisés en maîtres et en esclaves, tandis que de ce côté-ci, nous étions tous des hommes libres et égaux. Bref, ils étaient communistes, (le Mal) et nous étions démocrates (le Bien). Chez eux c'était un peu la même chose: ils étaient communistes (le Bien) et nous étions capitalistes (le Mal). C'était l'heureuse époque du macarthysme et du stalinisme.

Mais en l'espace de cinq ans, ce bel édifice politico-moral devait être sérieusement ébranlé. Staline et MacCarthy sont morts et enterrés et ce qu'ils ont représenté commence d'être oublié.

Ce qui est encore plus important, entre la conférence de Bandoung en 1955 et la présente session de l'Assemblée générale, la face de la planète a complètement changé. Un monde nouveau a surgi dans l'Histoire, sans que les représentants des forces en place aient eu le temps de s'adapter à cette réalité nouvelle.

L'URSS, ele-même le fruit d'une importante transformation, est peut-être mieux en mesure de percevoir le caractère historique de la naissance de cette nouvelle force constituée par les nations anciennement coloniales. D'où probablement l'invitation de M. "K" à une conférence au sommet des chefs des grands Etats avec ceux des jeunes Etats dans le cadre des Nations-Unies.

L'attaque virulente du chef soviétique contre le secrétaire général de l'ONU, M. Hammarskjold suivie d'un vote de confiance unanime à l'égard de celui-ci, indique cependant que les Russes ne savent pas toujours apprécier avec justesse les sentiments des pays neutres.

Mais cette défaite, M. Khrouchtchev l'a probablement annulée par sa violente colère contre le refus américain d'admettre la Chine populaire à l'ONU. Qu'il mette ou non à exécution sa menace de fonder une nouvelle organisation internationale, il reste qu'en continuant d'appuyer une politique aussi anachronique que la non-reconnaissance de la Chine, nous nous isolons des nations les plus populeuses du monde qui, elles, considèrent depuis longtemps que la Chine communiste est une réalité avec laquelle il faut compter.

Les Etats-Unis (et leurs supporteurs aveugles) croient affaiblir le régime de Mao Tse Tung en isolant cet immense pays; le contraire est en train de se produire. La Chine renforce son régime à l'intérieur, grâce, entre autres, à une intensification du sentiment national devant la menace extérieure; elle continue en outre de se faire des amis en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

De sorte que nous sommes arrivés à un point où il n'est plus du tout impensable qu'en effet, l'URSS, la Chine et les pays afro-asiatiques, et certaines nations d'Amérique latine, mettent éventuellement sur pied une nouvelle organisation internationale, plus représentative que l'ONU.

En réalité, la Chine n'est pas un pays parmi cent autres, c'est le quart de la population du globe. Pour ce qui est des raisons invoquées, pour justifier la position américaine, c'est-à-dire le caractère immoral du régime, elles ne doivent pas être très convaincantes pour les nations de couleur qui, aux Nations-Unies, doivent siéger à côté de l'Afrique du Sud ségrégationiste.

Dans un pareil contexte, les menaces de M. "K" devraient faire réfléchir. L'ère de la domination de l'Occident est révolue. Quand la domination n'est plus possible, la solidarité est la seule condition de survie. Pour l'instant, l'ONU demeure un lieu où peuvent se créer les liens entre les nouvelles nations et le monde occidental. Encore faudrait-il que celui-ci se montrât capable de s'adapter à ces forces nouvelles, de conserver son identité tout en renonçant à utiliser une politique de *dictat* qui est révolue pour les Etats-Unis comme pour l'URSS.

EISENHOWER

Le président Eisenhower a prouvé par son discours à l'Assemblée générale que son pays accordait beaucoup d'importance aux nations africaines. Ses promesses d'une aide économique substantielle, par le truchement de l'ONU, ont vraisemblablement été entendues avec satisfaction par les délégués de l'Afrique. Mais en dépit de leur caractère positif, ces propositions, si on les considère dans le contexte général de la politique occidentale, indiquent une compréhension incomplète de la situation nouvelle. Elles indiquent une tendance à tout ramener au marchandage, même s'il s'agit d'un marchandage humanitaire.

Une aide économique gigantesque suffirait-elle à gagner les pays d'Afrique, d'Asie, ou d'Amérique latine aux idéaux et aux conceptions des pays d'Occident? Cela aurait été possible il y a 25 ans ou même 10 ans. Mais au stade actuel de l'évolution du monde, pourrons-nous avec nos dollars faire en sorte que les mots démocratie et liberté aient la même signification au Ghana qu'au Canada, à Cuba qu'aux Etats-Unis, au Sénégal qu'en France? Les programmes d'assistance financière les plus fabuleux permettront-ils jamais de substituer une expérience à une autre, de faire que les peuples ayant une histoire foncièrement différente de la nôtre, réagissent selon des schèmes de valeurs qui sont nôtres? Le fait que la plupart des leaders de ces nouvelles nations aient été éduqués dans nos universités ne change pas grand chose aux différences historiques fondamentales. Un grand nombre de chefs de la Chine populaire ont été formés en Grende-Bretagne ou en France, de même que MM. N'Krumah et Sekou Touré. Fidel Castro a fréquenté les écoles religieuses les plus conservatrices de Cuba et M. Lumumba est un ancien élève des écoles missionnaires du Congo Belge.

Les mots fondamentaux de liberté et de démocratie se sont, à l'usure, vidés de leur contenu, dans nos pays. Trop souvent, nous avons tendance à oublier le fond, aux dépens de la forme. Nous confondons facilement démocratie et parlementarisme, liberté et individualisme ou bien encore, mettant la charrue devant les boeufs, nous considérons la démocratie et la liberté individuelle comme des points de départ alors que ce sont en fait des idéaux dont la réalisation exige un certain nombre de conditions matérielles. Or pour instaurer ces conditions, il est probable que l'aide financière, qu'elle soit occidentale ou soviétique, ne suffira pas. Il faut encore ces moyens économiques soient utilisés avec le maximum d'efficacité. Les expériences faites jusqu'à présent dans les pays sous-developpés indiquent nettement que les méthodes du libéralisme et de la libre entreprise sont totalement inadéquates, quand il s'agit de faire évoluer un pays à un rythme accéléré. Et pourrait-on demander à l'Afrique, par exemple, de nous imiter et de prendre un siècle pour s'industrialiser, alors que la Chine se développe avec une rapidité effarante?

Saint-Thomas d'Aquin disait que l'exercice de la vertu exige un minimum de bien-être matériel. De même, la liberté individuelle, telle que nous la concevons, ne signifie rien pour l'homme qui ne mange pas à sa faim. La démocratie parlementaire et les élections libres ne sont qu'une sinistre farce dans les pays dont les populations sont en grande partie analphabètes et vulnérables à n'importe quelle démagogie.

Aussi, pour la plupart des pays de ce nouveau bloc des neutres, la valeur primordiale est l'efficacité; la liberté signifie le droit à la nourriture, la démocratie veut dire la possibilité d'accroître

le niveau de vie populaire. Par ailleurs, chacun se fait du "Mal", une conception simpliste. Pour nous, c'est le communisme, pour la Chine, par exemple, c'est le capitalisme, pour les nations nouvelles, c'est le colonialisme.

Selon les conditionements historiques de chacun, les menaces et les promesses ont une portée différente.

M. Nasser emprisonne les communistes chez lui, ce qui ne l'empêche pas d'accepter allègrement l'aide soviétique quand cela fait son affaire. M. N'Krumah siège aux conférences du Commonwealth, mais prononce à l'ONU un discours qui fait les délices de M. Krouchtchev. M. Castro prend scandaleusement partie pour l'Union Soviétique, parce que dans l'état actuel des relations américano-cubaines, ses intérêts le poussent vers l'URSS. Mais quoi qu'on en dise et pour une foule de raisons — gréographiques, économiques, culturelles — ni Cuba, ni le Ghana, ni la RAU ne sont des satellites soviétiques. Nous assistons à la naissance d'un phénomène nouveau: l'URSS a maintenant des amis qui ne sont pas des satellites. C'est une réalité que nous avons peine à concevoir, parce qu'elle ne s'insère pas dans nos habitudes de pensée, parce qu'elle bouleverse les données de la guerre froide.

Si au lieu de "classer" automatiquement les pays en partisans du monde libre et satellites soviétiques, nous essayions de comprendre que de violents soubresauts d'indépendance ne signifient pas automatiquement une défection dans le camp de l'adversaire, qu'une révolution n'est pas synonyme d'inféodation au camp soviétique, il serait alors possible d'aider un grand nombre de nations à réaliser leur indépendance politique et économique tout en empêchant une détérioration grave de la position internationale des Occidentaux.

Au cours des prochaines années, nous devrons nous faire à l'idée qu'il peut exister d'autres conceptions politiques que celles de l'Occident et du bloc soviétique. Il faudra cesser de penser en termes bi-latéraux. De notre aptitude à nous adapter à cette situation nouvelle dépendront en grande partie la paix du monde et l'avenir de notre civilisation.



Suite à la guerre de la Succession d'Autriche

J'avais autrefois remis des documents à M. Duplessis, documents essentiels à la défense de l'Union nationale. Ces documents, M. Duplessis les avait mis dans ses filières. Je les avais remis à M. Duplessis parce que je ne voulais pas m'en servir. Ils pouvaient salir des réputations bien établies. Après la mort de M. Duplessis, Martineau les a fait sortir des filières et a refusé de me les rendre. C'est avec un homme comme cela que je devais transiger. Je me serais tû si j'avais cru un seul instant pouvoir réussir à éliminer toutes ces choses. M. Martineau continue à être au pouvoir dans le parti. Il détient des actions du Club Renaissance, contrôle "Notre Temps" et a vendu récemment "Le Temps", organe du parti, à M. Bégin, on ne sait à quel prix.

LA PRESSE
15 octobre 1960

Nous autres, candides, on avait toujours cru M. Richer "contrôlé" par Daniel Johnson. C'était déjà assez pénible.
Mais Monsieur Martineau, alors...!

Théâtre

TROIS HEURES d'éternité chinoise

Yerri Kempf

JE ne crois pas me tromper en attribuant l'extraordinaire prestige de l'Opéra de Pékin à l'actualité politique qui place la Chine au centre de nos préoccupations. Chacun de nous — et ce n'est pas M. Kroutchev qui me contredira — se demande quel usage les centaines de millions de "fourmis bleues" feront de la force qu'elles sont en train de secréter. Alors on se précipite au théâtre avec l'espoir plus ou moins conscient de surprendre dans les sauts périlleux des danseurs et les ululements des chanteurs quelque indication sur ce que l'avenir nous réserve... Je crains que ce calcul ne se soit révélé faux à l'usage, car si l'Opéra de Pékin est bien l'expression du peuple chinois, il s'agit en l'occurrence du peuple chinois millénaire, celui du culte des ancêtres, des superstitions infinies et des civilités raffinées, c'est-à-dire précisément de cette vision du monde que le marxisme entend faire disparaître.

Aussi la troupe des 90 Chinois que nous venons d'applaudir nous apportait-elle beaucoup plus le chant du cygne d'une des plus vieilles et des plus nobles civilisations que le message de la termitière nouvelle en train de s'installer... Il faut avouer que nous avons été au moins aussi déconcertés qu'émerveillés par le spectacle auquel nous venons d'assister. L'émerveillement nous est venu de la beauté chimérique des costumes, de la grâce ondoyante des danseuses, de l'incroyable légèreté des corps bondissants, de la puissance d'évocation ensorcelante de scènes au cours desquelles des décors féeriques jaillaissaient des seuls gestes des acteurs... Tout cela relève de la magie et nous arrache à nos habitudes mentales.

La vieille Chine est là qui entr'ouvre les portes de ses paradis artificiels. Comme ses médecins piquent leurs malades avec des aiguilles d'or, le spectacle de l'Opéra de Pékin enfonce dans le coeur du public ses masques, ses illusions d'optique, sa puérilité raffinée. Nous retrouvons l'enfance et ses pouvoirs et cent mille mirages nous habitent. Ce qui déconcerte, c'est bien sûr la langue — et aussi le ton des voix, — c'est encore le côté "marionnettes spontanées" des interprètes, c'est enfin la musique. Mais tout cela concourt à nous dépayser. Et puis lorsqu'on songe à la discipline que requiert l'exercice du métier de comédien dans la troupe pékinoise — il s'agit non seulement d'une totale maîtrise du système nerveux, mais d'une transformation du corps humain en objet parfaitement disponible — on se sent pétri d'admiration pour un art qui a su changer l'homme en faiseur de merveilles.

Le B.B. de la peinture (1)

Guy Viau

Que l'artiste contemporain peigne le désarroi universel, possible! Mais son oeuvre (quand c'en est une) n'est pas un objet de désarroi. Si informe qu'en soit le "sujet" — quand elle ne part pas du néant — elle restitue une vision organisée, homogène. Bernard Buffet, lui, incarne l'indigence spirituelle elle-même. De notre époque, il donne non pas une image de pauvreté, mais une image pauvre. Les riches ne sont reconnus dans cette image d'une pauvreté qu'on ne leur demandait pas de soulager. C'est elle qui les soulageait car, derrière le masque de dureté apparente et de sécheresse anguleuse, sous les dehors d'une virilité simulée, usurpée, cette pauvreté est une pauvreté jolie. Bernard Buffet donne dans une mièvrerie qui ne s'avoue pas, un sentimentalisme à rebours.

Coïncidence, bien sûr, que Bernard Buffet porte les mêmes initiales que Brigitte Bardot, mais ces produits exemplaires de la civilisation occidentale ont ceci de commun qu'ils sont tous deux de l'excellente viande à mythes, l'une passablement plus tendre que l'autre, mais la dure et la faisandée aussi bien que la tendre et la bien faite se sont révélées, à l'usage, également comestibles, parce qu'également mâchées d'avance.

Faut-il blâmer les marchands de tableaux et les cinéastes d'avoir monté, de toutes pièces, ces machinations? Ils n'accomplissaient que leurs métiers de marchands d'illusions. Les galeries ont vendu chèrement des tableaux pauvres parce que les amateurs les aimaient ainsi.

"J'ai la foi des imbéciles" dit Buffet. Il faut l'entendre dans les deux sens.

N'en voulons pas à Picasso d'être millionnaire ni à tel architecte de rouler Cadillac. L'argent est un symbole. Il importe seulement de savoir ce qu'il symbolise dans chacun des cas. Le succès publicitaire de Buffet ne me gêne pas. Avoir la nostalgie des premiers Buffet, sous prétexte que ceux-ci ne se vendaient pas, est ridicule. La galerie Dresdnère montre un Buffet de '48. En plus d'être pauvre, il est sale. Le gris sale faisant plus peintre que la teinture délavée, c'est une supériorité réelle, mais c'est la seule.

---

(1) Exposition Bernard Buffet, Galerie Dresdnère, octobre 1960.

★

Du cinéma de qualité

Arthur Lamothe

LE 5 novembre, *Pather Panchali*, premier film de la trilogie indienne de Satyajit Ray, sera, à Montréal, à l'affiche du *Centre d'art de l'Elysée*. Suivront *Le Bel Age* de Pierre Kast et *Le Cheik blanc* de Fellini. Cela constitue un événement important, un programme susceptible d'intéresser tous les cinéphiles, une aventure commerciale dont le succès s'inscrirait en faux sur beaucoup d'opinions dites réalistes.

Et, dans la mesure où le programme précité traduit les intentions de ses animateurs, le *Centre d'art de l'Elysée* se place dans la filiation logique de tous les ciné-clubs montréalais, de ceux de collèges et d'universités à *Cinéma 16;* il continue l'histoire d'une génération qui découvrit dans le cinéma une forme d'art.

Ceci dit, on comprend mal la place qu'occupa *Bobosse*, film tiré d'une pièce d'André Roussin, entre *Umberto D.* et *Pather Panchali*. Il devait y avoir de terribles raisons commerciales ou d'autres grandes nécessités. Heureusement qu'au programme *Bobosse* on trouvait ce nostalgique et truculent moyen métrage qu'est *The Golden Age of Comedy*. Mais n'empêche, d'autres *Bobosse* pourraient rompre le charme.

On se doit de signaler à tous les cinéphiles la place importante qu'occupe le court métrage dans la programmation de *l'Elysée*. Parmi ceux déjà présentés, signalons *Lignes horizontales* de Norman McLaren, *Les Raquetteurs* de Gilles Groulx et Michel Brault et *Maîtres sondeurs*, un film de Guy Côté qui remporta le Grand Prix du court métrage au Festival de St-Sébastien. Il faudra parler plus longuement de *Maîtres sondeurs*... On nous promet, le 5 novembre, *La Chaise*, film bien connu de McLaren, *Une histoire toute simple* de Jiri Trnka et *Paul Tomkowicz* de Roman Kroitor.

Signalons également que, d'après les responsables du *Centre d'art de l'Elysée*, plus de la moitié du public, 70% dit-on, est anglophone. Pourquoi? Peut-être simplement parce que la presse de langue anglaise semble porter à cette entreprise, du moins à ses débuts, une attention plus grande que celle rencontrée dans la presse de langue française. Peut-être aussi parce que le grand public de langue française aurait une certaine aversion à l'égard des films sous-titrés, habitué qu'il est de voir dans les cinémas tous les films de langue étrangère en version doublée.

★

La liberté académique . . . à l'étranger!

Personnellement, je n'ai jamais connu cette "terreur de tout ce qui est de la pensée" qu'il (Péguy) reprochait, en 1913, à la Sorbonne. Simplement, et c'est bien assez, on nous a laissé le soin de chercher nous-mêmes notre nourriture spirituelle et de reconquérir seuls ce que nous aurions dû recevoir comme notre juste part d'héritage. Nous serait-il aujourd'hui si cher si nous en avions hérité sans avoir eu à le reconstituer nous-mêmes, pièce à pièce, au prix d'un long effort? Question vaine, puisque nous ne pouvons rien vraiment savoir, en histoire, de ce qui aurait pu arriver. De ce qui est arrivé, une chose du moins est sûre, c'est que cette Sorbonne parfois si injustement décriée nous a toujours inculqué, avec l'amour du travail bien fait, le respect absolu de la vérité et que là même où elle ne l'enseignait pas, elle nous laissait libres de la dire. Tout compte fait, et je ne l'entends pas comme un mince éloge, notre jeunesse n'y a porté d'autre fardeau que celui de la liberté.

E. GILSON, *Le philosophe et la Théologie*, p. 48.

Pitié pour les religieux!

"Ce pour quoi on ne paye rien, ça ne vaut rien... au niveau de l'Université." Mgr Lussier, *Le Quartier latin*, 27 septembre 1960. Or les seuls étudiants à jouir de la gratuité de l'enseignement au niveau universitaire sont les religieux! Plutôt que d'admettre que les étudiants ecclésiastiques n'estiment à rien les études qu'ils poursuivent et qu'ils n'en tirent aucun profit, on préférera croire que les paroles de Mgr Lussier ont, comme on dit en style journalistique, "dépassé sa pensée"!

A qui appartient Cité Libre?

Dans sa livraison de février 1951, soit dans la deuxième année de son existence, *Cité libre* répondait à cette question de la façon suivante: "Personne ne possède la revue. Tiré à 500 exemplaires, le premier numéro nous coûtait 250 dollars. Les dix collaborateurs réguliers ont misé chacun 25 dollars et sont rentrés dans leurs fonds en distribuant chacun cinquante exemplaires à 50 cents pièce. Les administrateurs de carrière souriront; nous sourions aussi."

Pour marquer son dixième anniversaire *Cité libre* s'est réorganisée. Non contente de faire peau neuve dans sa présentation, la revue adopte un nouveau rythme de parution. Elle devient mensuelle Au plan administratif, elle devient une coopérative d'éditions en bonne et due forme, qui comprend déjà — et les portes n'en sont pas fermées — une cinquantaine de membres.

Ces cinquante membres, actionnaires de la coopérative, sont donc les propriétaires de la revue. Réunis en assemblée générale annuelle, ils élisent un conseil d'administration qui, à son tour, choisit le directeur de la revue. Tous les abonnés sont reconnus comme membres auxiliaires de la coopérative et invités à l'assemblée générale qui a lieu en octobre autant que possible.

Le conseil d'administration, élu lors de l'assemblée générale du 19 janvier 1960, est formé des personnes suivantes:

PRÉSIDENT :
Jean Dostaler
VICE-PRÉSIDENT :
James Hodgson
SECRÉTAIRE :
Claude Longpré
TRÉSORIER :
Yves-Aubert Côté

DIRECTEURS :
Benoit Baril
Jacques Hébert
Edgar Lespérance
Gérard Pelletier
Pierre-E. Trudeau

COMITÉ DE SURVEILLANCE :
Jeanne Lapointe
Jean Marchand
J.-Z.-Léon Patenaude
ARCHIVISTE :
Pierre Tanguay
VÉRIFICATEUR :
Bernard Dubé, C.A.
